

# SANS FRONTIÈRE

Semaine du 6 au 13 décembre 1980

Prix 5F. N 1

## HEBDO

## LES COMMUNISTES ET LES IMMIGRES

*Le désespoir au présent*

## SANS FRONTIÈRE HEBDO :

*Pari tenu ?*



Photo Gamma

## LES HARKIS : Vers un vote musulman ?

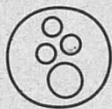
### FERHAT ABBAS :

*MEMOIRE POLITIQUE*

Page 12

### M. DAHLEB :

*Je suis un immigré...  
privilegié.*



Page 14

### LE CINEMA NOIR AMERICAIN

*Filmez-nous en noir !*

Page 11



Photo JF Carraud

*Pari tenu ?* Annoncer un hebdomadaire un an et plus à l'avance c'était certes un pari assez audacieux.

De mensuel à hebdo, nous avons gravi lentement ce chemin, nous y avons mis un peu de temps.

Mais un énorme besoin d'expression, doublé d'un sentiment d'insécurité grandissant, nous poussait à aller de l'avant. Pour au moins témoigner.

Pour crier sans déranger nos voisins, qui, vous le savez peut-être, n'aiment ni les nègres » ni les « bicots » même les voisins de gauche

*Pari tenu ?* Certes oui. Pour les quelques amis qui y ont cru et qui nous ont soutenu.

Avec eux, nous entamons cette aventure extraordinaire d'un hebdo qui se veut fraternel, où le dialogue intercommunautaire primera et où il faudra, avec toutes les réelles difficultés que cela comporte, unir tous ceux que le racisme essaiera de diviser.

Un journal d'immigrés, d'exilés et de déracinés. Un journal où la rancœur aussi légitime soit-elle, n'aura jamais le dernier mot.

Tel est notre vrai pari !

Un journal où il faut dire ses sentiments, mais aussi réfléchir, expliquer, convaincre.

D'abord les immigrés eux-mêmes de la nécessité et de l'urgence d'un dialogue intercommunautaire. et évidemment les Français de l'importance de ce dialogue tant attendu avec leurs voisins...

S.F.

## les blocages de l'anti-racisme

Je viens de recevoir le dernier numéro de *Sans Frontière*, qui me confirme tout le bien que j'en pensais. Enfin la parole directe des immigrés, sans l'intervention d'un porte-parole plus ou moins déformant, militant français ou aussi bien immigré. Chaque fois que j'ouvre *Sans Frontière*, j'en prend plein la gueule. Comme une bouffée d'air frais. C'est là qu'on trouve la véritable riposte aux discours radio-télévisés des Stoléro, François-Poncet, etc. dans la vie quotidienne de ceux à qui vous donnez la parole, dans votre vie quotidienne.

Pourtant, dès que vous essayez d'élever le débat, vous butez, comme tout le monde, sur les « blocages de l'anti-racisme ». Il y a des actions racistes qui émeuvent plus que d'autres, l'opinion publique et les grandes organisations (qui bien souvent ne bougent que si l'opinion publique suit). Cela en soi est déjà scandaleux, mais qu'y faire ?

Il y a aussi la quasi-impossibilité de faire se rencontrer des communautés différentes : les immigrés des diverses origines, les minorités religieuses ou culturelles, et la majorité culturelle. Là des actions sont possibles au niveau de l'école, dans les fêtes, etc. Mais où trouver l'énergie pour contrer dans l'action les discours ségrégationnistes, la politique de l'insécurité, et les dégâts qu'ils occasionnent dans les esprits des Français, moyens ou pas ? (à trouver l'immigration pour faire autre chose que crier : « le fascisme ne passera pas », pure incantation sans efficacité politique ?).

Eh bien, dans *Sans Frontière*, justement, où il serait bon de voir, à côté des nécessaires dénonciations, des récits d'actions positives, qui seraient plus mobilisateurs que les réactions passionnées provoquées par le meurtre, les agressions de toutes sortes et de tous les instants, mais qui restent sans véritable riposte. Car la riposte ne peut pas se situer sur le terrain de l'attaque. L'antiracisme traditionnel

n'a rien à opposer que des discours à des faits matériels plus ou moins directement provoqués et organisés pour ceux qui jouent sur un climat ambiant articulé autour de l'insécurité : provocation - répression.

Voilà pour ce qui concerne mes réactions à la lecture de *Sans Frontière*, rendue parfois malaisée par un nombre assez considérable de mastics, de montages approximatifs, et de fautes d'orthographe. Connaissant vos difficultés de fonctionnement, et le bénévolat obligatoire de bon nombre des collaborateurs de *Sans Frontière*, je serais mal venu de vous en tenir rigueur. D'autant plus qu'étant moi-même membre du comité de rédaction d'un bimestriel (la revue *Immigration* que vous devez recevoir), je sais combien il est difficile de réaliser un journal de bonne qualité technique. Je suis assez bien placé pour dire qu'on y gagne aussi des lecteurs.

Michel Rouge

## yeux noirs, perçants ? dur, dur... !

Je m'appelle Melika, je suis Algérienne et j'ai 19 ans. Je vais toujours à l'école. Pour en tirer quoi ? Je ne sais pas. On verra bien.

Comme tous les Nord-Africains, ou plutôt comme tous les « bronzés », j'ai dû faire face à des problèmes raciaux.

Quand j'étais petite, j'allais à l'école

maternelle (comme tous les enfants d'ailleurs), déjà une sélection commençait à se faire. Je me rappelle qu'à la fin de l'année scolaire, on nous avait pris des photos de toute la classe. On avait mis les cousines et moi séparées des autres enfants qui eux étaient Européens. Puis au fil des années, ce problème commençait à être de plus en plus important. A l'école des filles, quelquefois, des copines m'évitaient seulement parce que j'étais mieux habillée qu'elles, ou parce que les garçons se dirigeaient plutôt vers moi que vers elles. Il leur était difficile d'admettre qu'une Nord-Africaine pouvait être une « concurrente ».

Un soir, je me trouvais à deux heures du matin dans les rues d'Aix avec deux copains algériens, on rencontre des agents de police, déjà, le cœur battait plus fort, la conversation s'interrompt progressivement, la voiture passe, on fait semblant de rien. La voiture revient, s'arrête à côté de nous, un flic descend.

— Agent : papier (il demande à mes copains, à moi rien). Tu travailles (s'adressant à un de mes copains).

— copain : Non, chômage.

— Agent : Bien sûr, pourquoi travailler ? Trop de chômeurs, trop de ratons en trop, non ? Qu'est-ce que tu en penses ?

Mon copain ne répondit pas. Puis, s'adressant à moi, il me dit :

— Tu n'as pas honte de fréquenter des Arabes ? Tes parents savent où tu es à cette heure-ci ?

Sans doute, ils pensaient que je n'étais pas arabe. Je ne répondis pas, je pensais qu'il valait mieux ne rien dire, et ne pas empirer « l'état des choses ». Un instant après, un agent qui était resté dans la voiture lui dit par la vitre, — Allez, laissez tomber.

Il rendit les papiers à mes copains, avec une haine indescriptible.

Pendant la fin des vacances scolaires du 11 juillet au 26 septembre, des amies algériennes et moi sommes parties passer quelques jours en Italie. Après deux mois passés en colonie. Nous avons passé deux jours à Genova c'était pas super, nous avons donc continué jusqu'à Florence. C'était déjà mieux, on connaissait des gens lors des séjours précédents. On avait déjà ou-

blé le racisme et la France. C'était bien. Après avoir passé les jours dans cette jolie ville, nous voilà reparties pour la France. Le trajet en train fut long, très long. Arrivées à la frontière, après vérification de la douane italienne qui s'est très bien passée, voilà la ficaille française qui arrive. Ils disaient : — Papiers, papiers,

aux gens qui étaient dans les compartiments (ils vérifiaient seulement les papiers), tout se passait bien, il n'y avait que des Européens. Quand ils sont arrivés dans notre compartiment, déjà notre apparence leur avait pas tellement plu. Cheveux bouclés long, yeux noirs perçants, dur, dur...

Cela pouvait à peine passer, quand on leur a montré les passeports verts, ils ont vu rouge. Ils étaient deux. L'un aussitôt, demanda d'un ton sec :

— Vous avez la carte de séjour ? et l'autre en même temps :

— Qu'y a-t-il dans ces sacs, qu'avez-vous acheté, vite, videz-moi celui-là et celui-là ; c'était la panique.

Mon amie énervée lui dit :

— Vous fouillez seulement les Arabes ?

Le flic étonné de cette réflexion lui dit tout en bafouillant :

— Mais non, c'est le règlement.

Elle lui dit donc :

— Pourquoi vous n'avez pas fouillé personne auparavant, excepté nous ?

Il ne répondit pas.

Quand ils ont mis tout en « l'air », ils sont partis sans rien dire, c'était seulement pour embêter.

Voilà, ce sont quelques témoignages parmi tant d'autres.

Malika K.  
Aix-en-Provence

## l'air du retour

A la suite des accords franco-algériens, beaucoup s'interrogent sur les procédés que va devoir faire le gouvernement français pour obliger 350.000 Algériens à retourner chez eux.

Déjà, à Marseille, des familles algériennes sont convoquées à la maison de l'étranger. Là, elles sont soumises à un questionnaire sur leur entrée en France, leurs ressources, etc. Puis s'ensuit une description noire de la France pour les immigrés. Par contre la politique d'aide au retour est présentée d'une façon idyllique.

Ceci ne serait pas grave, si les convocations ne concernaient que les chefs de famille et on pourrait presque croire à une simple information sur le retour, bien que l'ensemble des familles sachent de quoi il retourne.

Mais cette convocation est aussi envoyée à des jeunes qui cette fois ont un entretien avec un psychologue de l'A.T.O.M. (Aide aux Travailleurs d'Outre-Mer).

Ce serait donc sous l'égide de l'A.T.O.M. que ces enquêtes sont faites grâce aux trois fichiers de leurs centres de pré-formation pour migrants.

C'est ce qu'on appelle un abus de pouvoir et un détournement de dossiers. Plusieurs questions restent :

— Que se cache-t-il derrière cette étude, — Qui en est le commanditaire ?

Sans attendre la réponse, on peut déjà dire que l'aide au retour forcé n'est qu'à ses débuts !

Mokrane, Marseille

## NAISSANCE DU PREMIER HEBDO DE L'IMMIGRATION ABONNEZ-VOUS ABONNEZ VOS AMIS

### BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....  
PRENOM : .....  
ADRESSE : .....  
.....  
CODE POSTAL : .....  
VILLE : .....

Six mois : 80F

1 an : 160F

Soutien 250F et plus

A l'ordre de SANS FRONTIERE, 35 rue Stephenson,  
75 018 PARIS. CCP 4 20 900 F PARIS.

# CHAMPIGNY: QUARTIER DES MORDACS

## «ON M'A VOLÉ MA MERE»!

D'abord aux pieds de chaque tour, l'herbe des vaches, qu'emmerde les chiens. La grande cité sans raison.

En son centre, les commerces, cœur de la cité où prospère le comptoir de zinc du café-tabac. Ci-gît la crise, prophétesse des traditions.

Dans les verres se trempe notre soif. Joint de l'oubli, immobile en son centre.

Tous immigrés de quelque part, où se divisent les mêmes problèmes. Les jours folkloriques se dessinent au

coin des bouches basanées. Pour la cité, ces Arabes, « nos Arabes », pour que tout soit bien.

Invasion de nulle part, double passé, fendu dans l'âme où traînent nos racines de béton.

Le plus souvent au café, sur les coins des flipers, parfois dans la rue avec le silence des tours, quelquefois dans une salle du centre d'animation, un peu confus.

Souvent la peur, pour parler des flics, l'espoir déçu dans le chômage, et puis des hésitations : c'est fatal, un jour il faudra rentrer au pays.

### saad 17 ans

« D'abord, j'ai fait une première année de chaudronnerie, j'ai arrêté car je me suis fait virer. Après, j'ai passé un examen de plombier couvreur pour passer un C.A.P. à l'école d'Aulnay-sous-Bois.

Je l'ai réussi, on m'a convoqué, je suis arrivé le 12 à 8 heures du matin, on me dit « on ne peut pas te prendre, car tu habites trop loin », c'est à 2 heures 30 de trajet. Je dis à la dame que ce n'est pas grave, qu'elle m'avait convoqué ce matin et que j'étais arrivé à l'heure. Elle ne m'a pas gardé. J'ai senti que c'était parce que j'étais un Arabe. Alors j'ai gueulé dans l'École, j'ai été voir le directeur et il m'a redit la même chose.

Maintenant je cherche du travail, je regarde les journaux, je téléphone, on me dit toujours que je suis trop jeune, c'est toujours la même chose.

Avec la nouvelle loi, j'ai honte d'être Français.

Mon frère m'a dit que si à 18 ans je ne prenais pas la carte algérienne, il me tuerait. Mais pour l'instant, cela m'arrange, on a plus de chance de trouver du travail. Pour une même annonce, s'il y a un Arabe ou un Français, je sais qu'on prendra le Français en priorité. Ça, c'est obligé ! Même si l'Algérien a plus de qualifications.

Sinon, je passe mes journées à traîner. Une fois, à 4 heures du matin, on s'est fait arrêter, parce qu'on n'avait pas nos papiers, on nous a emmenés au poste, pourtant on n'avait rien fait... puis vers 6 heures du matin, un « flic » qui voulait frimer devant ses collègues a jeté une bombe lacrymogène dans la cage. Toute la nuit, on est restés au poste, il a fallu attendre une heure de l'après-midi pour qu'ils préviennent nos parents de venir nous chercher.

On a été relâchés à 6 heures du soir.

### farid 22 ans

« Cela fait un mois que je suis au chômage, il y a du travail, mais ce n'est pas toujours ce que je cherche, sans vouloir me vanter, j'ai des qualifications qui sont assez élevées, et en tant qu'Algérien, je suis repoussé.

A chaque début d'emploi, ça se passe toujours bien, car j'ai un nom de famille assez francisé, mais au moment où on apprend que je suis Algérien, il y a un froid qui se produit, puis une discrimination qui ne se fait pas ouvertement, mais que je ressentais, de là je quittais mes emplois et je cherchais autre chose...

Je suis né en France, mais je me considère comme Algérien car mes parents le sont, administrativement, je le suis aussi, bien que je garde une mentalité française.

Mes journées sont vides, le matin, j'achète le journal, je vais voir au

chômage s'il n'y a pas d'annonces, puis après, je cours sur le terrain trouver du travail. Arrive midi une heure, en général, c'est plus la peine, car toutes les places sont prises. L'après-midi, je vais au café, je traîne avec les copains, arrive le soir, je m'arrête devant la télé, et je m'endors. Il y a bien la Maison des Jeunes du quartier ; mais les jeunes ne sont pas intéressés.

Ce n'est même pas la peine de parler des week-ends, c'est pire que la semaine quand on est chômeur, on a vraiment envie que ça passe très vite, et puis je me suis fait arrêter par la police pour une histoire de papiers, je ne traîne plus la nuit, je ne me sens pas tranquille. Plus ça va et plus c'est dur pour nous, un jour ou l'autre il faudra retourner au pays, et là-bas, je ne sais pas ce qui arrivera... »

Après Goussainville, les Flamands, les jeunes immigrés de Champigny, s'expriment librement dans cette page. Lieu d'expression, carrefour d'échange, cette page sera ce que vous en ferez. Chaque semaine, des jeunes, des enfants, la prendront en charge, l'illustreront à leur guise, y traiteront des sujets qui leur tiennent à cœur.

### ferhat 16 ans

« J'ai fait deux ans de C.A.P. d'électricité, maintenant je suis au chômage.

J'achète le journal et je suis dans la « merde » complète. Quand je téléphone, on me répond toujours qu'il faut avoir 18 ans, que j'habite trop loin, en somme je ne fais

pas l'affaire ou bien on me propose du travail sur machine, j'ene peux pas le faire. Récemment, j'ai été pour une place que me proposait l'A.N.P.E., d'abord on m'a fait attendre une semaine, après j'ai eu un entretien avec le patron. Il m'a dit : « Comme électricien je ne peux pas te prendre, mais si tu veux, je peux t'employer comme manoeuvre ».

J'ai pas voulu, sur l'annonce, il y avait pourtant marqué : « Cherche électricien débutant », ce qui correspondait à ce que j'avais fait. Il m'a répondu qu'il avait trouvé un électricien qui faisait plomberie en même temps...

Je me sens d'abord Algérien mais comme avec la nouvelle loi, on est Français, pour un travail, je dis toujours que je suis Français, ça m'avantage.

Mais de toute façon, il faudra qu'on rentre dans notre pays, ça ne me fait pas peur. »

La semaine prochaine :  
Le groupe  
expression Afrique  
de Champigny.



### yazid 15 ans

« J'ai rempli un dossier pour faire un C.A.P. cuisinier et ça fait deux mois que j'attends, et j'ai toujours rien reçu. Maintenant, je regarde les annonces pour trouver un apprentissage. Quand je téléphone, c'est toujours pareil, il faut toujours avoir 16 ans, ils ont toujours une excuse pour ne pas me prendre.

J'ai été me présenter à Saint-Maur, sur le Grat-annonce il y avait marqué « On cherche un petit apprenti peintre », je suis arrivé là-bas, j'ai discuté avec le patron, il m'a dit qu'il cherchait un petit compagnon qui avait déjà

fait un apprentissage, et ils ne m'ont pas pris.

Le matin, je me lève, je vais au chômage, je cherche du travail. L'après-midi, je donne des coups de téléphone, ensuite je vais voir sur place, c'est toujours pareil, qualifié, trop jeune... Toujours des excuses. Après on joue aux cartes ou au ballon. Vers dix-huit heures on va au café pour jouer au flip même entre copains « on s'emmerde » et puis le week-end, c'est pire, on n'a pas d'argent, on ne peut pas s'éclater comme on veut, si on n'a pas de sous, on s'emmerde complètement... »

### « un crouille vous parle »

Je dédie ces quelques mots à Carlos, à Astroubal, à mes frères, ces milliers d'immigrés, et leurs fils, portugais, arabes... aux fils d'ouvriers, à tous ceux qui se sentent concernés...

Astroubal et Carlos ont fini leur scolarité sur des chantiers comme manoeuvres.

Combien d'entre nous qui par discrimination raciale, sélection sociale, prendront la route déjà tracée qu'un gouvernement réactionnaire trouve juste. A ce sous-prolétariat, on répond : Vous n'avez qu'à retourner dans votre pays si les mesures concernant votre accueil ne vous plaisent pas.

« tu es un homme » me dit ma mère...

« Plutôt du bétail », comme vous tous, à qui l'on fait avaler les lois les plus démentielles, les

régléments les plus esclavagistes qui soient.

« J'ai honte pour VOUS ».

J'ai honte de ce que vous nous faites ! Oui ! Car vous tous, vous avez votre part de responsabilité.

L'éducation travaille pour toi

Tes pensées se censurent  
Ta révolte se transforme  
Tu finiras fasciste sans le pouvoir.

Je crie ma douleur,  
Pour mes frères  
Aux identités ravagées  
Perdues entre français et étrangers  
A vos mains gelées sur les chantiers  
A nos vies comme du bétail  
Etranglées.

Le Crouille

Tract distribué dans le lycée et le CET du Perreux. Val de Marne que fréquentait un jeune des mordacs.



Photo Hamani

# Municipalités communistes et immigration

## Le désespoir au présent

Ce fut comme un orage qui éclata dans le ciel déjà assombri par les meurtres racistes de Copernic, de Marseille, et les paroles pour le moins xénophobes et à l'évidence illégales, (répétons le encore une fois) d'un secrétaire d'état, excédé par les revendications des mineurs marocains. Les élus communistes ne voulaient plus d'immigrés ni d'allogènes dans « leurs » municipali-

tés. Nous sommes allés voir ce qu'il en était à Ivry « bastion de la classe ouvrière » fief de Georges Gosnat, trésorier du PCF et bien d'autres dirigeants communistes.

Quête quelque peu étrange, ne serait-ce que par les conseils amicaux, les mises en garde fraternelles et les analyses politiques dociles, prodigues ici et là attention, Sans Frontières.

ne doit pas tomber dans l'anti-communisme ; il ne faudrait pas faire le jeu de la droite ; et les mairies socialistes vous y avez pensé ?

Je regarde mon exemplaire du « Statut démocratique de l'immigration » présenté par le PCF à l'Assemblée Nationale et lis en page 20 : *la liberté, c'est aussi le droit de choisir son lieu de résidence et de circuler librement*

pas d'élus de la ville avec les journalistes.

Les communistes d'Ivry défendent avec la même conviction les chiffres qu'ils avancent, alors que de nombreux personnes rencontrées, militants du PCF, du MRAP, ou travaillant dans ces secteurs qui font tant de problèmes, telle l'école, les conteste. On peut même se demander si, une fois assuré, le soutien du bureau politique, les déclarations fracassantes n'ont pas dépassé l'enquête réelle, l'étude des problèmes posés à Ivry et ailleurs. Sinon comment s'expliquer la demande que vient d'adresser Mme Trochet, adjointe chargée de l'éducation aux directeurs d'école les priant de lui fournir la liste des élèves ; il est précisé que la liste doit mentionner le nombre des élèves fréquentant les cantines.

Pour Maurice, militant du MRAP la discussion sur les chiffres n'est pas si superficielle qu'elle peut paraître. Personne ne peut prouver que la population immigrée d'Ivry a augmenté entre 1975 et 1980 de 6000 personnes, passant de 9000 à 14000. La mairie d'Ivry et elle n'est pas la seule, se garde bien de fournir des statistiques globales et complètes sur l'immigration ; si l'on sait

qu'il y a environ 4300 repas assurés dans les cantines scolaires il n'y a pas eu de publication du nombre exact d'enfants immigrés qui y mangent, ni de précisions sur les sommes payées par leurs parents (le barème allant de 1 à 12). Lors de la réunion organisée par le MRAP, les responsables municipaux présents ne pourront pas fournir le

nombre exact des logements accordés par le préfet aux immigrés d'Ivry et on entendra un des élus dire qu'il faudrait faire une étude à ce sujet. Enfin lors de notre rencontre, M. Clorenec ne pourra pas me dire le nombre exact des coûts d'alphabetisation organisés à Ivry.

### Une bataille politique

Cela ne gêne apparemment pas. Les responsables communistes d'Ivry qui, estiment qu'il s'agit avant tout d'une bataille politique (et non sentimentale dira-t-on aux militants anti racistes). L'adjoint au maire insiste là dessus « nous voulons arriver à une stabilisation de la population immigrée, et dans la situation actuelle, nous ne donne-

rons plus de logements. Nous voulons poser le problème politique aux autres municipalités et au pouvoir giscardien. Comme il n'y a pas d'autre solution, nous sommes obligés d'utiliser celle-là. Nous souhaitons une prise de conscience de la gravité du problème, car nous savons bien que les immigrés n'iront pas à Neuilly »

Si cette bataille politique et la nécessité d'un débat global sur et avec l'immigration est sûrement nécessaire, il faut contester les moyens utilisés pour y arriver. Si tant est le réel vœu du PCF. On relève de la part des responsables communistes une ignorance des problèmes qui ne peut manquer d'inquiéter. Je n'en veux pour exemple que le fait d'exiger l'arrêt total de l'immigration. M. Clorenec le demande et on a vu la 5ème conférence Nationale de la CGT sur l'immigration exiger la même chose.

Cela amène à un amalgame entre l'immigration clandestine, fait réel et aux causes multiples et l'immigration familiale légale implantée depuis longtemps et dont la moyenne de séjour dépasse les dix ans. On imagine mal un ouvrier agricole

Suite page 5 ...



Photo Gamma

Entre cette prise de position, et les déclarations récentes des élus communistes, il y a un gouffre. Non me répond M. Glorenec, adjoint au maire d'Ivry, chargé des problèmes de l'immigration. « Pour nous, ce n'est pas une question nouvelle, le 16 octobre 69, le maire parlait déjà au conseil municipal de la concentration massive des immigrés dans notre commune » Effectivement on retrouve ici et là des traces de déclarations communistes similaires et qui ne datent pas du mois de novembre 1980. Dans le projet de statut de l'immigration cité plus haut, le PCF parle des immigrés « interdits de séjour sur la plus grande partie du territoire national, puisqu'ils sont contraints de vivre dans un nombre restreint de communes »

Mais si cette position des élus communistes ne date pas d'aujourd'hui elle revêt par contre des formes absolument nouvelles et intervient à un moment particulier à quelques mois des élections présidentielles. C'est ce que M. Clorenec appelle prendre le taureau par les cornes. Pour lui la municipalité n'a rien à se reprocher, et a fait son devoir de solidarité ; la liaison que fait le

bureau de section du PCF d'Ivry entre la dégradation du logement social, « l'insécurité » croissante et l'immigration ne fait pas problème, et ne risque pas être interprété d'une manière tendancieuse par une population française malmenée par le chômage, et travaillée par une propagande raciste de divers milieux.

### Pourquoi cette campagne ?

A Ivry municipalité ouvrière depuis des décennies il n'y aurait pas ou alors très peu, de racisme, même si de l'aveu même de M. Clorenec, on voit de plus en plus de Français venir à la mairie se plaindre d'être négligés au profit des immigrés et imputer l'échec scolaire de leurs enfants à la présence des gosses immigrés dont le pourcentage dans les écoles serait de 26%.

La population acquise aux idées du parti serait à l'abri des menées racistes, tellement acquise nous dira l'adjoint au maire que les ivryens in-

terrogés par la TV dans la rue ont refusé de répondre tant qu'il n'y avait

Le foyer Madelaine Delbrel est bien connu à Vitry. Situé sur l'une des principales artères de la ville, il abrite des travailleurs immigrés « isolés ».

Madame Da Silva portugaise y travaille depuis 15 ans, durant plus d'une heure, elle nous confie son témoignage en insistant pour que l'on cite son nom car « ce que je dis, c'est la vérité, rien d'autre »

« Je suis arrivée en France en 1958, et j'ai habité une année à Montreuil, puis je suis venue ici à Ivry. Lorsque je me suis fiancée, nous avons fait en 1962 une demande de logement HLM et on nous a dit qu'il fallait attendre dix ans. Nous étions prêts à retarder notre mariage, mais pas de dix ans. Nous avons demandé un logement en copropriété, et c'est en 1973 qu'on nous a dit non.

J'ai maintenant trois filles dont l'aînée a 16 ans et nous habitons ici même depuis la création du foyer en 1964.

Ce qui arrive ces dernières semaines me dépasse, me rend malade et on est déçu. Je suis habitée, au Portugal on va le linge sale au lavoir comme Tide et Omo.

Depuis longtemps on sentait quelque chose, avant il y avait beaucoup de travail, mais depuis quatre ou cinq ans c'est la catastrophe. Il n'y a plus beaucoup de monde au marché et Ivry Port se meurt. Les plus racistes parmi les Français, sont ceux qui ont plus malheureux que les immigrés. J'ai une amie portugaise qui a montré à ses voisins français les photos de la maison qu'elle venait de construire au pays. Elle les a invités à y aller pendant les vacances. Depuis, les Français ne lui parlent plus.

C'est de la jalousie, de l'envie. Lorsque je me suis occupée des cours de portugais pour les enfants à l'école, je n'ai pas trouvé beaucoup d'aide. Toutes les portes étaient fermées, mais je croyais que cela venait des gens autour du maire. Les réac-

tions des immigrés d'Ivry maintenant ? Au début, tout le monde n'était pas au courant, mais on en a parlé, surtout entre femmes à la sortie des écoles, et puis on a vu le maire à la TV aux informations régionales. Les travailleurs qui habitent ici au foyer sont plus préoccupés par cette question du retour. Ce n'est pas facile le retour ! Je le sais, car j'ai essayé en 1974 de rentrer définitivement au Portugal. Ce qu'ils ne savent pas, c'est qu'un jour, on déclarera le foyer insalubre. Cela fait plusieurs années que l'association qui gère le foyer a demandé un permis de construire sur le terrain qu'elle possède à côté. Elle veut y faire une salle d'activité, une buanderie et la maison du gardien, une maison pour nous et on aurait transformé notre logement actuel pour en faire une cuisine plus grande. On attend toujours.

Pour les familles je sais qu'elles n'ont pas beaucoup d'illusions sur la mairie. Il y a des femmes qui m'ont dit qu'elles re-

fuseront qu'on déplace leurs enfants de l'école où ils sont cette année. Ce que la mairie ne dit pas, c'est que si nous venons dans des quartiers pourris, c'est que nous ne pouvons pas aller ailleurs. Je connais des familles portugaises qui attendent un logement qu'est-ce qu'elles vont faire ?

A côté de chez moi, il y a six familles immigrées qui logeaient dans cet immeuble où l'on fait des travaux maintenant. Une a été relogée, mais l'un des Portugais qui y habitait a renvoyé sa femme et ses enfants au pays, et il est resté seul car on ne lui proposait que des logements qui ne lui convenaient pas. On ne peut pas réagir car on est pas unis comme on devrait l'être et puis nous sommes coincés, car nous allons rester à Ivry, et tôt ou tard, nous aurons besoin de la mairie pour une démarche administrative quelconque, alors les immigrés se tiennent tranquilles.

Moi je m'attends maintenant à tout... et ça me fait rire »

Sans Frontière

...Suite de  
la page 4

sans papiers habiter un HLM et venir «alourdir» le budget social d'une mairie quelconque.

«Exiger l'arrêt de l'immigration», ajoute un militant du MRAP d'Ivry c'est faire croire que c'est un phénomène récent alors que les banlieues se sont aussi édifiées par des courants successifs d'immigration».

## Le désarroi des anti-racistes

Les divers arguments utilisés tout au long de cette campagne et qui va continuer selon nos informations ont évidemment généré, sinon désarçonné grand nombre de militants et de regroupements anti racistes. A Ivry le MRAP local a immédiatement invité les Ivryens et les élus à une rencontre en présence d'Albert Levy, secrétaire national du mouvement anti racial. Réunion parfois houleuse mais qui a permis un premier tour d'horizon et qui aura sans doute des suites dans les semaines à venir. Dans les

organisations du PCF y compris dans *L'Humanité*, il y a eu diverses personnes heurtées par cette campagne aux rejets xénophobes et la forme qu'elle prenait.

Ces militants ont quelque mal à réagir, craignant que leur réaction soit d'une manière ou d'une autre utilisée par les médias et les «adversaires du parti». Certains d'entre eux, dont des immigrés communistes de vieille date, ont tenté des démarches auprès de la direction communiste, le communiqué du bureau politique est tombé alors pour officialiser la campagne.

Les grands absents et perdants du débat restent bien évidemment les immigrés, qui se trouvent victimes d'un enjeu politique et électoral évident. Lorsque je demande à M. Clouet les réactions des immigrés à ses déclarations il me répond qu'il n'a pas vu les responsables de l'Amicale de Algériens en Europe dont le siège est à Maisons-Alfort, et qu'il faudrait les rencontrer. C'est dire la concertation qu'il y a à Ivry entre la municipalité et les Ivryens immigrés.

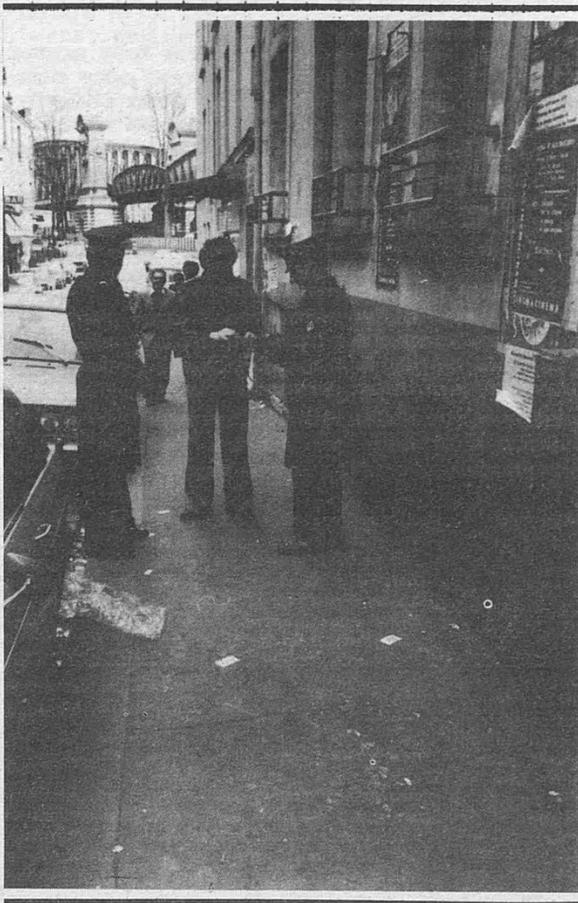
K. BELARBI

«Haro sur la police» Trois policiers blessés, en voulant arrêter des fumeurs de H, «Policiers pris à partie par deux cents personnes», «des policiers à nouveau agressés», «opération de police dans un quartier» criminogène «à Lyon», «confrontation avec la police à Marseille»... etc. Tel furent les titres des journaux, relatant les derniers événements qui ont opposés policiers et immigrés. Que se passe-t-il en France? Ce vent de xénophobie et cette avalanche de raffles. Ces pratiques illégales comme les vérifications d'identité, selon le faciès, les expulsions, les détentions administratives, risqueraient désormais d'être cautionnées par le vote du projet Sécurité-Liberté.

On fait tout pour hypertrophier le sentiment d'insécurité des Français. Le résultat: des crimes dus à l'autodéfense, des prisons surchargées, une justice plus répressive par crainte de paraître laxiste, le quadrillage systématique de tous les quartiers immigrés en France: Wazemmes à Lille, la Goutte d'Or et Belleville à Paris, Bellevue à Nantes, la Porte d'Aix à Marseille.

Cette présence quasi-constante de la police, des CRS, contrôlant tout ce qui est basané, bicot ou nègre, est de plus en plus insupportable; ainsi que les opérations de sécurisation, qui sont menées de manière militaire. Il en fut ainsi pour la place Gabriel Péri à Lyon, le mercredi 19 novembre dernier. Selon les explications officielles: «ce n'était qu'une opération de routine? dans le cadre d'une procédure judiciaire de flagrant délit, de recel de bijoux volés». Donc à la suite de deux hold-up commis dans deux bijouteries dans le quartier, la police emploie de gros moyens. Plus de cent quatre vingt dix policiers en tenue et en civil. Des interpellations et des contrôles d'identité en cascade les citoyens français ont été épargnés,

A ce jour, les bijoux et leurs voleurs n'ont pas été retrouvés mais par contre huit personnes sont toujours gardées à vue en raison de leurs situations administratives irrégulières, ils risquent l'expulsion manuellement du territoire français. Le lendemain, une manifestation a eu lieu qui a rassemblé 2000 personnes dont une grande proportion d'immigrés. Le lendemain une autre



contre offensive policière se déroulait à Créteil. On a vu des titres de journaux qui donnaient l'impression que ce fut un véritable émeute anti-flic, mais qu'en était-il vraiment? J'ai rencontré des jeunes du quartier des Emouleuses, une cité dorénavant triste, avec ses murs gris et son car de police à l'affût. Nous étions au 49 rue Gabrielle Lorrain à l'angle de la rue des Petits Bois, les jeunes discutaient avec animation des événements du jeudi 20 novembre, de la version policière et de certains articles de la presse qu'ils trouvaient odieux et mensongers. L'un des jeunes me dit «ce soir-là vers 20 heures, sur le parking trois gardiens de la paix nous interpellèrent nous étions Youssef Pedro et moi, les flics nous soupçonnaient de fumer du hasch alors qu'on fumait tranquillement une gitane. Youssef, Jellal et moi nous ne refusions pas de montrer nos papiers mais les policiers passèrent des menottes à Jellal qui s'est débattu et tomba assommé. Son frère Afif intervint et fut embarqué dans le fourgon. Là nos copains qui assistaient à la scène sont intervenus, nous étions une trentaine. La mère de Youssef s'interposa entre son fils et un flic parce que celui-ci voulait dégrader son arme, et la femme d'Afif fut malmenée par les policiers».

«Six cars de police sont

## Créteil, Lyon, Marseille : Le temps des raffles

flics. Youssef fut emmené par des gens dans un appartement ou on appela un médecin» me dit un autre jeune. «Afif qui était enfermé dans un fourgon fut libéré par sa petite sœur Fatima, mais son beau frère lui conseilla de se rendre à la police ce qu'il fit ainsi que son frère Youssef». Tels furent les événements qu'on m'a racontés quand notre discussion fut interrompue par l'arrivée d'une voiture de flics qui contrôlèrent ce jour-là trois jeunes. Mais fait nouveau, les policiers étaient armés de pistolets mitrailleurs. L'un d'entre eux me dit de déguerpir parce que l'air que je respire pourrait devenir mauvais

Le lendemain lors d'une réunion, les jeunes discutaient pour chercher le moyen de réagir contre l'arrestation de leurs deux copains. Elle fut houleuse. De très vives critiques vis à vis des partis politiques, certains préconisaient la constitution de groupes d'autodéfense d'immigrés, d'autres une manif le vendredi 28 novembre, mais qui n'a pas eu lieu. La famille Jallal a subi des pressions. Le père Jellal est employé communal et ceci explique peut-être cela?

Le PCF a diffusé un tract demandant à la population du quartier des emouleuses de ne pas manifester. De surcroît le PCF a réclamé la présence de gardiens et de gardiennes à la cité de façon à prévenir la délinquance juvénile, sous prétexte d'usage de drogue et de stupéfiants. Alors que les médecins Spick et Lacoste de l'hôpital Henri Mondor n'ont découvert aucun symptôme de toxicomanie sur le cas de Youssef mais par contre ils ont relevé de nombreux hématomes et échymoses au niveau du cou, des épaules et du genou de celui-ci, il se trouve actuellement en liberté provisoire alors que son frère Afif est détenu en vue d'être jugé le 17 décembre 80 par le tribunal de grande instance de Créteil.

La riposte aux contrôleurs à Créteil ne constitue pas une exception, ce fut le cas pour le quartier des Flamants à Marseille, où l'esprit de défense a encore une fois joué, faits qui risquent de se généraliser en raison des abus que police et justice ont légalisés au cours d'une si longue pratique...

M NEMMICHE

arrivés sur les lieux, quadrillant tout le quartier, les soit-disants 200 personnes que citent les journaux, étaient à leur fenêtres et injuriaient les

## LA MAL VIE

### Les aventures d'un Juif errant

**Le Président : Sarfety Jean-Claude, vous êtes né en 1949 à Tunis. Vous êtes poursuivis pour infraction à un arrêté d'expulsion. Avez-vous déjà été condamné ?**

**Sarfaty J.-C. :** M. le Président. Je suis arrivé en France en 1961 avec mon père et ma belle-mère. Mon père s'étant remarié entre-temps en Tunisie. J'ai donc 12 ans à cette époque, et mes rapports avec ma belle-mère ne sont pas tout roses. En 1963, elle me chasse de la maison. C'est à cette époque que je commet mon premier vol. En 1964, je suis arrêté pour vagabondage et suis incarcéré à Fresnes mineur. En 1965, je suis de nouveau condamné pour vol. 1967, je suis condamné pour vol à un an ferme et cinq ans d'interdiction de séjour. Le 8 août, à ma sortie de prison, je suis emmené en train par deux gendarmes jusqu'à Marseille afin

d'être expulsé sur la Tunisie. Profitant que la vitre du compartiment est ouverte, je jette mon passeport. N'ayant plus de papiers, les gendarmes m'amènent au consulat tunisien de Marseille afin qu'il me soit délivré un autre passeport pour que je puisse être expulsé. Mais, étant mineur, les autorités tunisiennes refusent de me le délivrer. Je suis donc remis en liberté et remonte à Paris. Mais ma belle-mère me chasse à nouveau. Je me retrouve une fois de plus à la rue. Ne sachant que faire, je me laisse convaincre par des membres de ma famille d'aller en Israël. Ils m'adjurent d'y aller, que c'est la «patrie des Juifs», et que c'est ma planche de salut. Je pars donc en Israël, étant juif je deviens Israélien, j'effectue mon service militaire, et j'y vis pendant dix ans, mais ma tête est restée en France. Je reviens donc en France en

1977, fort de mon passeport israélien et surtout, que mon nom est changé, car en Israël, on hébraïse les noms. Pourtant, je suis de nouveau arrêté dans un contrôle au métro Belleville: et c'est encore la prison. J'ai fait une demande pour être apatride, je ne me sens ni Tunisien, ni Israélien.

**Le Président : Maintenant, vous avez un pays. Vous ne voulez pas retourner en Tunisie, on peut le comprendre. Mais vous êtes Israélien.**

**J.-C. Sarfaty :** Je ne veux plus retourner en Israël, c'est en France que je veux vivre, d'ailleurs, j'ai aussi jeté mon passeport israélien.

**Le Président : On ne peut rien faire pour vous ce n'est pas de notre ressort.**

Huit mois ferme.

Farid Aichoune

# Vers un vote musulman

## 1ère partie : Les harkis

L'islam est la deuxième religion en France, après la religion catholique. D'après les chiffres publiés en 1975 il y aurait 900000 Français de confession islamique. Si nous ajoutons les immigrés, le total avoisinerait les deux millions. Ces données brutes appellent à de nombreuses questions. Assistons-nous en France à la naissance d'une minorité musulmane ? Qui sont ces Français musulmans ?

Nous avons commencé une enquête dans ce numéro pour essayer de dégager, de

donner une image d'une réalité très complexe. La principale raison est que pour des raisons historiques les esprits sont encombrés par les problèmes d'un passé récent alors que environ 70% des Français musulmans n'ont pas connu la guerre d'Algérie. Ils sont venus très jeunes, ou sont nés en France.

Ils sont en but au racisme, au rejet et au chômage. Rien ne les différencie des jeunes immigrés. Pourtant le passé est lourd. Les mentalités sont encombrées de clichés. Pour les musulmans la guerre d'Al-

gérie n'est pas finie. Les conflits entre Français musulmans et immigrés sont encore importants. Nous avons eu beaucoup de difficultés à envisager les problèmes du présent et à dégager quelques perspectives. Dans cette première partie nous essaierons de comprendre l'origine du phénomène « français musulmans » et puis la suite de notre enquête nous conduira à aborder les différents problèmes sociaux, économiques et politiques des Français musulmans.

### LES DAMNES

« A quoi cela sert de parler, personne ne va nous comprendre ? Même nos enfants ils me disent avec tes histoires d'ancien combattant ! Eh oui, nous on y a cru à madame la France. 30 ans d'armée, vingt ans de campagne et je suis au milieu d'une forêt avec des enfants qui ont grandi sans métier. Ah bon dieu si j'avais su ! Tous des menteurs, ils nous ont trahi ».

Ces réflexions amères, je les ai entendues de nombreuses fois en visitant les camps de forestages. Un immense sentiment d'abandon et de regret s'exprime dans ces vies brisées. « Tu sais cela a commencé en 1962, nous sommes les chanceux, nous avons échappé aux massacres. Les Français nous avaient désarmés, le FLN nous a promis que la page était tournée. Les premiers jours je circulais tranquillement dans mon village et puis j'ai appris qu'ils avaient arrêté tous ceux qui avaient porté l'uniforme français. Ils les ont emmenés dans un camp. Grâce à un capitaine français, j'ai obtenu un billet de bateau, et je suis arrivé en France avec rien !

Après Marseille nous sommes allés dans un camp de Rivesaltes ». L'arrivée en France des Français musulmans a été très dure. Ils ont été les oubliés. Non seulement rien n'a été prévu pour eux mais ils y eut même des ordres donnés interdisant tout transfert en France des harkis. Le 16 mai 1962, un télégramme du ministre d'Etat chargé des affaires algériennes rappelle au haut commissaire à Alger que toutes les tentatives individuelles tendant à l'installation en métropole de Français musulmans sont interdites. L'ordre était de démobiliser les harkis avec une prime de 225 000 AF (autopsie de la guerre d'Algérie, Ph. Tripièr p 558) sur les 25000 de l'armée française (chiffre indiqué par l'historien anglais Alistair Horne) 2000 ont regagné la France, soit par leurs propres moyens soit le plus souvent à l'initiative de décisions privées d'officiers français qui ont payé leur geste par des sanctions.

Alistair Horne commente dans un récent ouvrage sur la guerre d'Algérie : « les accords de paix ne comportaient pas de garanties suffisantes pour sauver ces Algériens de la colère de leurs compatriotes aux yeux desquels ils étaient des traîtres ». D'horribles histoires parvenaient sur le sort de ceux qui étaient restés. 1962 fut une période très troublée et marquée par des massacres. L'OAS avait

commis de nombreux crimes de musulmans, les opérations de l'armée française auxquelles participaient les harkis avaient été très meurtrières.

La pratique de la torture de la déportation et des exécutions sommaires par des soldats français étaient très généralisées depuis plusieurs années. Le peuple algérien a payé très lourdement « la pacification ». Si la colère est aveugle et terrible, elle est explicable. Les conditions de l'accession à l'indépendance où le pouvoir fut longtemps flottant et incertain donne des raisons de l'ampleur des exécutions qui ont frappé certains innocents alors que de vrais criminels de guerre n'étaient nullement inquiétés. Rien ne justifie l'attitude d'abandon du pouvoir français à l'époque. Beaucoup pensent à de sombres calculs qui visaient à se servir de cette masse d'anciens soldats et supplétifs de l'armée française pour influencer la course au pouvoir au moment de l'indépendance et ainsi renforcer les clans des modérés plus proche de la France. En tous cas, les harkis ont payé chèrement leur engagement aux côtés de la France. Mais qui étaient-ils vraiment ? Nous ne voulons pas gommer les responsabilités. Il faut sortir des simplifications qui font que pour les uns « harkis » est synonyme de dévouement et pour les autres trahison à l'idéal nationaliste et donc à la communauté. De nombreuses questions sont posées à l'histoire et aux individus qui l'ont faite.

Derrière une option communale d'engagement vis à vis de la France, il y a une diversité de situations.

Sont Français musulmans, de nombreux fonctionnaires de toutes sortes, de tous niveaux dans différents corps d'état. De ce côté peu d'exemples de problème grave de refus de réintégration. Il y a aussi les anciens militaires. Pour les cadres officiers et sous-officiers qui n'avaient pas choisi de quitter l'armée française, ils ont été rapatriés de la même manière que le reste de l'armée.

Il y a les Algériens vivant en France et qui au lendemain de l'indépendance ont opté pour la nationalité française et il y a enfin toutes les demandes de naturalisation. Reste le problème de ceux qu'on appelle « supplétifs » (hommes recrutés à titre temporaire pour aider soit les troupes armées soit certains services administratifs). On peut les classer en trois grandes catégories :

Les harkis, réunis en harkas, les seules vraies unités combattantes dépendent de l'armée. Ils sont au nombre de 70 000.

Les mogh aznis réunis en mogzen, sont affectés à la protection des SAS (section



Photo JF Carraud

administrative spéciale dépendant du ministre de l'Intérieur) 20000.

Les GMS (groupe mobile de sécurité) supplétifs de la police et des gardes mobiles, chargés d'aider et de compléter l'action de la police et qui dépendent par conséquent du ministre de l'Intérieur. Ils sont 10000.

Les GAD (groupes d'autodéfense affectés sur place à la défense des villages isolés) 60 000.

Il semble donc que les services spéciaux français pendant la guerre d'Algérie aient pensé manipuler les oppositions et les problèmes qui pouvaient exister entre le FLN et certains villages ruraux. D'où la création de village d'autodéfense.

L'ethnologue Jean Servier est souvent cité comme étant à l'origine de ces groupes anti-guerrilla. Les antagonismes tribaux, les rivalités berbéro-arabes ont servi à lever des commandos qui vont pourchasser les unités de l'ALN. L'idéal était que des tribus entières soutiennent la France et s'armement plus tard contre le FLN. Cette stratégie de porter la guerre à l'intérieur de la communauté musulmane n'a pas réussi pour plusieurs raisons.

1) L'idéal nationaliste était très puissant.

2) La répression de l'armée française était aveugle et les harkis eux-mêmes suspects.

3) On a préféré vider les campagnes pour affaiblir les résistants.

La guerre avait entraîné d'immenses difficultés dans la paysannerie.

Les harkis sont des paysans déclassés, marginaux, chômeurs vivant à l'orée des villes ou dans des camps de regroupement. Une des plus graves conséquences du drame algérien fut la désagrégation des liens communautaires traditionnels très forts. Cela explique peut-être avec un cor-

tège de raisons personnelles que des hommes se soient mis au banc de leur collectivité.

Soumis à une propagande intensive et de plus en plus habile dirigée par des chefs comme le bachaga Boualem qui ont levé de véritables armées privées, ces hommes sont chargés des sales besognes de répression de renseignements de surveillance et d'encadrement. Ils sont en première ligne du combat antinationnaliste.

### MADAME LA FRANCE

Arrivés en 1962 dans des conditions lamentables ils vivent oubliés et abandonnés par ceux-là mêmes qu'ils ont servi. Ce n'est pas un destin c'est une tragédie.

Pourtant, ces hommes sont profondément attachés à leurs traditions. Vingt ans après, ils vivent comme s'ils n'avaient jamais quitté l'Algérie.

« En 1962, quand je suis arrivé en France, j'ai dû me cacher. Il y avait des règlements de compte. Nous étions pourchassés ici même. Beaucoup d'anciens harkis se sont faits descendre. J'ai dû pendant plusieurs années éviter tout contact avec les Arabes. Tu ne peux pas avoir comme cela m'a manqué. Plus tard cela s'est calmé, j'ai retrouvé des cousins d'Algérie. Mon jeune frère a demandé en mariage une jeune fille du pays. Celles d'ici imitent trop les Françaises et d'une mauvaise manière. Trop de liberté c'est pas bon. Au pays, elles ont une bonne éducation ».

Combien d'exemples m'ont été cités de parents qui cherchaient pour leur fils une fille du pays ! De nombreux mariages de cette sorte sont fé-

lés ici chaque année. Toutes les fêtes musulmanes sont scrupuleusement respectées dans les hameaux de forestage. Certains Français musulmans ont même obtenu des jours fériés pour les fêtes religieuses. La francisation autoritaire des prénoms a été un échec. Nombreux les jeunes gens qui demandent à retrouver des prénoms musulmans. S'il y a eu de nombreux mariages mixtes dans les années 60 la tendance semble s'inverser.

« Ils m'ont appelé Jean Claude, avec ma tête de Mohamed cela ne te fait pas rigoler ! J'ai écrit au procureur pour avoir un prénom arabe. Mon père s'est fait avoir par une éducatrice à ma naissance ! Non franchement tu as vu nos têtes d'Arabes ! »

Etre un jeune Français musulman n'est pas de tout repos. « Naturellement, avec mon gabarit les Français me prennent pour un immigré. Alors j'ai droit au « retourne dans ton pays ou va chez Bourdienne ». Quand je ne leur casse pas la gueule je vais pas être cave pour dire que je suis français comme eux ! Je leur réponds les Arabes ils t'emmerdent et te pissent dessus du pétrole... Mon père a perdu sa vie pour eux et ils nous traitent comme des chiens. Tu as vu le jeune Houari à Marseille.

Mais les immigrés ils nous

méprisent. Là je ne suis pas d'accord. Je ne jugerai jamais mon père, il a fait ce qu'il a voulu. Tout ce que je sais c'est que moi je suis algérien comme eux même si j'ai la nationalité française. Ils ne faut pas qu'ils m'emmerdent. Ils me traitent de harkis alors qu'ils ne savent même pas ce que cela veut dire. Ils ne connaissent rien de la guerre d'Algérie. Personne ne m'empêche de dire que je suis arabe, ni les Algériens, ni les Français. D'ailleurs même les immigrés ils veulent devenir français. Ils me font rire, ils me traitent de harkis et eux ils rêvent que de la France. Ils dénigrent l'Algérie et les Algériens ; Nous on a compris. Alors aujourd'hui qui est le plus harki des deux ?

Les mentalités sont en retard et des affrontements fréquents opposent des jeunes Français musulmans aux jeunes Maghrébins.

### A QUAND LE PARDON

L'Etat algérien autorise tous les Français musulmans de moins de 30 ans à pouvoir pénétrer sur le territoire algérien mais il est interdit à tous ceux qui ont été supplétifs. Témoignage cet homme qui voulait rejoindre sa famille à El Asnam lors du dernier tremblement de terre et qui a été refoulé à Alger parce qu'il était « un ancien collaborateur ». Il dit être prêt à aller à l'aéroport de Marignane prendre des immigrés en otage jusqu'à ce que le président Chadli vote une loi d'amnistie.

N'est-il pas possible vingt ans après de donner la libre circulation à tous ceux qui ne sont pas des criminels de guerre ou des « chefs » qui ont eu des comportements préjudiciables au peuple algérien ? Beaucoup de ceux qui veulent retourner en Algérie pour voir leur famille sont de simples gens qui désirent renouer avec leur famille, retrouver les leurs et qui ont « le mal d'Algérie ».

Un pardon est nécessaire. Cela serait la grandeur d'un état musulman.

Nadia et Abdallah Ben Aïssa

**2ème partie  
samedi  
13 décembre  
Les Français  
musulmans  
au présent**

# SONACOTRA Force n'est plus à la loi !

L'offensive, déclenchée, par la direction de la Sonacotra, au printemps 79 contre les résidents en grève des loyers, a-t-elle trouvé son épilogue en cette fin d'année 80 en faisant expulser par la force 104 grévistes, du foyer Ro-

main Rolland à St Denis. Foyer qui par ailleurs fut le premier à déclencher la grève en février 1975, mais fit très vite tache d'huile. Une plate-forme revendicative claire, reçut l'adhésion, de la presque totalité des foyers

Sonacotra de la région parisienne, puis de toute la France.

Une grève jamais vue dans l'histoire de l'immigration, toutes nationalités confondues, qui dure maintenant depuis cinq ans.

Mercredi 19 novembre à l'heure des éboueurs les CRS investissent le foyer Romain Rolland à St Denis, et expulsent par la force les grévistes des loyers. Cette opération effectuée en exécution d'une ordonnance de référé pour non paiement des loyers, donnera lieu à des heurts, entre policiers et gens du quartier, arrivés sur les lieux, qui tenteront mais en vain de s'opposer à ce démenagement forcé.

Alors que deux procédures sont en cours, suite au jugement du 16 décembre 1978 rendu par le tribunal d'instance de St Denis mais sans exécution provisoire. Et suite, à une autre décision rendue par le tribunal de Bobigny en date du 11 décembre 1979 mais cette fois avec exécution provisoire. Les résidents firent appel de ces deux décisions, qui doivent par ailleurs venir devant la huitième chambre de la Cour d'Appel de Paris les 12 et 19 décembre. Par ailleurs devant la Cour d'Appel de Paris les 12 et 19 décembre. Par ailleurs devant la Cour d'Appel de Paris les 12 et 19 décembre. Par ailleurs devant la Cour d'Appel de Paris les 12 et 19 décembre.

sion de la cour d'appel saisie au fond. Malgré cette décision, la direction de la Sonacotra, s'est refusée à réintégrer les résidents. A noter pour la petite histoire que le préfet de la Seine St Denis s'était engagé devant le conseil général, à ce qu'aucune expulsion n'ait lieu après le 15 novembre. Il apparaît donc clairement dans cette affaire, que le préfet, représentant du pouvoir central est partie, se refuse de faire appliquer une décision de justice pourtant dûment notifiée, en empêchant le libre accès au foyer par les forces de police. Devons-nous prendre acte que force n'est plus à la loi ?

Pour l'heure, les 104 expulsés, campent à la bourse du travail, et dans un local du centre social Marville, à quelques pas du foyer. De là, ils organisent la riposte, tracts, délégations, conférences de presse, tout en vivant dans des conditions d'hébergement très précaires. Quelques lits de camps, mais pas en nombre suffisant, certains dorment avec simplement un duvet. Ironie du sort ? Un des expulsés revient d'El Asnam où sa famille a été durement éprouvée par le séisme. Il était

encore en Algérie, lors de l'expulsion, et grande fut sa surprise en rentrant à St Denis, de voir qu'il n'avait plus de chambre, que ses affaires avaient été jetées pêle-mêle dans un camion et embarquées il ne sait où comme si un séisme était passé par là aussi ! En attendant le 19 décembre les Sonacotras gardent le moral, et ils organisent deux journées portes ouvertes les 12 et 13 décembre au foyer AFRP Romain Rolland. De plus, ils préparent une pétition qui sera adressée à la préfet pour demander leur réintégration, et la poursuite des négociations engagées avec la direction pour la satisfaction de leurs revendications : reconnaissance du statut de locataire, baisse des loyers, arrêt des comportements racistes des gérants.

F.A.

**Pour tout acte de solidarité : Aide financière : CCP 3465 E La Source avec la mention « Solidarité Sonacotra » Aide matérielle : Couverture, sacs de couchages, et autres matériels de camping, s'adresser au comité des résidents 8 rue Suger 93200 St Denis**

## Les mesures de Stoléru

La semaine dernière M. Stoléru a présenté à la presse les dix mesures adoptées par le Conseil des ministres « en vue d'une meilleure insertion des étrangers » et « notamment la seconde génération »

« Ce programme ambitieux » selon les termes du Secrétaire d'Etat suit les conclusions de la commission mixte « Culture et Immigration » installée le 21 novembre 1979 par le président de la République. Composée de 22 personnes (dont 12 de nationalité étrangère, ce que M. Stoléru ne manquera pas de souligner) cette commission avait à réfléchir sur les besoins éducatifs sociaux et culturels des travailleurs immigrés et de leurs familles. C'est en juin dernier que la commission a

achevé ses travaux, consignés dans la brochure « culture et immigration ». Le secrétariat d'Etat a glané dix propositions parmi des dizaines d'autres, a réduit la portée de certaines d'entre elles, et utilisait la valeur réelle des travaux de la commission a présenté son petit programme comme une suite naturelle des travaux de l'an dernier.

Ces dix mesures sont les suivantes :  
1. Révision des règles de vie associative des étrangers; il s'agit d'admettre au conseil d'administration des associations 25% d'étrangers.  
2. Etablissement de contrats d'agglomération avec les municipalités qui le souhaitent pour encoura-

ger la création de commissions extra municipales sur l'immigration.  
3. Enseignement des langues d'origine dans le technique.  
4. Soutien à l'école des enfants immigrés.  
5. Création de 50 centres de vacances dans les pays d'émigration.  
6. Embauche d'animateurs immigrés.  
7. Développement de la préformation de jeunes.  
8. Formation des délégués du personnel immigrés.  
9. Suppression de l'autorisation.  
10. Amélioration de l'accueil dans les services publics.

Nous reviendrons la semaine prochaine sur ces mesures, leur coût, et leurs effets possibles.

K. B.

## Nantes connection Nasser arrêté

Nasser et Rachid, deux jeunes Algériens, expulsés de France, qui depuis

plus d'un an vivent dans la clandestinité, au sein de familles françaises de la région nantaise. Un vrai conte de fées... terni malheureusement fin octobre, par l'arrestation de Nasser, par la brigade de recherches de Nantes. Un télex, en provenance de Paris, faisant mention du sursis dont bénéficier Nasser jusqu'à son incarcération tombe et il risque l'expulsion.

Face aux risques d'expulsion, le « Collectif immigration » lance un mot

d'ordre pour une mobilisation, afin d'empêcher une telle mesure arbitraire. A l'issue de cette année, les tribunaux auront à statuer sur le cas de ces jeunes Algériens. D'autant que des recours sont introduits auprès du tribunal administratif et au Conseil d'Etat; s'il y a une justice en France, ce qui m'étonnerait, Nasser a le droit de demander sa relaxe, car la loi permet une libération conditionnelle, une fois que les deux tiers de la peine ont été purgés, dans ce genre de condamnation. Cette demande serait plus facilement

acceptée, par le tribunal si, à sa sortie de prison, Nasser avait un emploi, car il est titulaire du CAP de plombier-chauffagiste. Alors, les gens épris de justice en Loire Atlantique, qui pourraient embaucher notre ami seront les bienvenus. D'autre part, le Collectif fait également appel à un soutien financier, pour couvrir les frais de procédure, devant le Conseil d'Etat, au profit de Nasser et Rachid. Vous pouvez libeller vos chèques au nom du Collectif Immigration, 1 rue Léon Say, 44000 Nantes.

MN

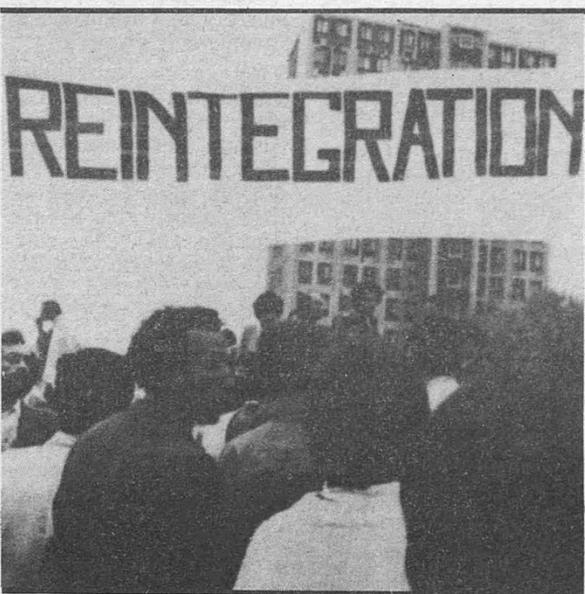


Photo DR

## Afin que nul Bossuet ne meure...

Déjà cinq semaines d'occupation des locaux par les usagers... Et quatorze mois d'inactivité pour permettre au gouvernement Barre d'atteindre son objectif : le démantèlement organisé du Centre Médico-Social, unique en son genre en France. Car il présente la caractéristique d'offrir, en plus des soins requis, un accueil chaleureux, une explication facilitée par l'emploi de la langue appropriée (wolof, ingala, bambara, swahili, toucouleur, sarakolé, etc.), des traitements envisagés, des maladies contractées, en majorité d'ordre psychosomatique, vénériennes et tuberculeuses. Bref, un environnement et une ambiance de travail, amenant des guérisons assez rapides, dans ce havre de bonne humeur, de compréhension, d'efficacité. A l'initiative de MM. Fourmy (colonel de son état) et H. Journeau (docteur et frère de feu René, conseiller de l'Elysée pour les affaires africaines et malgaches); des résolutions ont été votées par le Conseil d'Administration, le 27/9/1979, en vue de

cesser l'activité d'une médecine aux « indigènes des anciennes colonies d'Afrique ».

Alors que le bilan est loin d'être négatif :

— depuis 1963, 40.000 dossiers médicaux ont été traités

— expérience rare, enrichie par quinze années de cotoiement d'étrangers, et l'étude de 40 à 50.000 dossiers sociaux, ce qui a contribué à gommer des différences...

— endroit qui privilégie les échanges culturels entre couches sociales d'horizons divers, et qui, en soi, constituait une atteinte à l'exercice traditionnel d'une médecine inadaptée aux immigrés...

Car le F.A.S. (\*), qui assurait les 3/4 du budget du Centre, n'a pas de vocation médicale, il conviendrait que la D.D.A.S.S. contribue davantage que précédemment. D'autant que la population active immigrée cotise, sans que tous ses membres puissent espérer des reversements de retraite, pensions ou autres : le financement d'un tel service leur est dû.

La fermeture était inévitable du fait du caractère dispencieux constatés allégués tendancieusement déficitaires, et au laboratoire, jugés excessifs.

Le gestion peu rigoureuse, et le fonctionnement peu fiable du Centre son avenir incertain, et la rareté des ressources; mais est-il moral de spéculer sur la santé des gens, d'espérer faire du bénéfice, en pratiquant une médecine au rabais ? De surcroît, le Comité pour la survie du Centre, animé par une équipe dynamique, a présenté un projet ambitieux, tant au ministère de la Santé — organe de tutelle — qu'aux services de M. L. Stoléru.

Entre-temps, un référé était introduit, et retiré en hâte, par les liquidateurs Journiac-Fourmy, afin d'obtenir l'évacuation des lieux; le matériel lourd a été cédé à la Fondation Follereau, que préside M. Recipon... directeur de la Banque Rivaud, à ses heures; alors que le silence est de rigueur dans les ambassades africaines concernées; alors que seul la destruction de cet abécédaire de fixation semble préoccuper M. Barre, qui oublie son origine réunionnaise; alors que M. Priesle, conseiller technique près de M. Stoléru, fait part de son avis favorable à la délégation qu'il a reçue, fin novembre; alors que les fermetures de dispensaires s'accroissent, sans création de structure nouvelles; alors que l'expulsion et l'absence de générosité sont l'apanage du programme-santé réservé aux migrants. Que de mesquineries, de petites-tes. (\*) Fonds d'Action Sociale

La situation financière du Comité de survie est désastreuse, vos dons et libéralités seront les bienvenus, votre soutien apprécié au... Comité pour la survie du Centre Médico-Social Bossuet, 8 rue Bossuet, 75010 Paris. Métro Gare du Nord. Merci.

Rahim

# TCHAD: Les enjeux d'une guerre qui n'en finit pas

Au cœur de l'Afrique se joue une partition, où le chef d'orchestre n'a pas de visage. On peut s'interroger sur les réalités tchadiennes, et les clivages politiques qui nourrissent les forces de son éclatement. La phase actuelle du conflit prend source aux discussions qui ont abouti aux accords de Lagos. Le choix de cet événement est significatif, quant au sens de l'enjeu : la légitimité du pouvoir politique dans le Tchad actuel. Hors du Tchad, hors d'Afrique, quelques mémoires rappellent avec sournoiserie la mosaïque des groupes linguistiques et religieux, la fracture entre le Nord islamisé et le Sud animiste ou chrétien, bref une version « libanaise », une manière de refaire un Liban entre le Sahel et la forêt tropicale. Cet Etat,

dont on commente la fragilité, s'est construit sous l'œil de la France post-1945. Par ailleurs, on insiste beaucoup sur la menace que représente Khadafi sur les pays voisins, dont une partie de la population est islamique. On fait ressurgir le « spectre » islamique, dans sa version Afrique, afin de ne pas désigner le problème.

Mais où sont donc les Tchadiens ? Choisir pour l'instant sur le terrain, c'est prendre fait et cause pour une des parties qui contrôlent une partie du territoire. Très peu de Tchadiens — ici en tout cas — ne semblent pas apprécier la mort lente de leur population. Hissene Habré et Goukouni Weddeye se connaissent bien, tous les deux sont originaires du Nord, et partagent la même foi religieuse : ils sont musulmans. Ce n'est donc pas une

quelconque interprétation du Coran qui les divise, ou une appartenance à des régions différentes du Tchad.

Le chef officiel du G.U.N.T. (Gouvernement d'Union Nationale et de Transition), Goukouni, considère qu'il est de son devoir de mater la rébellion, dont son ministre de la Défense — Hissene Habré — est l'instigateur. Ce dernier répond qu'il combat en fait les prétentions libyennes, et finalement soviétiques, et convie le monde libre et « démocratique » à empêcher l'avènement libyen.

N'Djaména, la capitale, connaît ces divisions. La ville, composée de populations musulmanes et chrétiennes, serait ainsi soit derrière le colonel Kamougué, vice-président du G.U.N.T., soit avec l'imam de la ville donc pour Habré. Que reste-t-il donc pour Gou-

kouni ? Cette division paraît artificielle, elle masque la lutte pour le pouvoir. On ne commente pas, on ne sait pas les différences des projets politiques — quand projet il y a —. On se bat pour savoir qui sera le chef politique du Tchad ? L'unité du Tchad, lorsqu'elle oblige son Etat à s'allier avec le « Diable » (expression de M. Kamougué) signifie aussi qu'aucune aide n'est venue avant, d'ailleurs, pour lui donner les moyens de défendre la souveraineté de son gouvernement et l'unité de son pays. En clair, cela signifie que l'opportunité créée par Hissene Habré, en rompant l'unité du G.U.N.T., laisse le champ libre à une nouvelle distribution de cartes donc de pouvoirs.

Quel que soit la partie qui l'emporte, il faudra qu'elle retrouve la confiance et l'autorité sur la population qui ne l'avait pas suivie. Il faudra qu'elle négocie avec les intérêts économiques de la France. Cette dernière n'ignore pas que Khadafi a ses idées sur le Tchad. Son intervention à vrai dire devrait être désirée officiellement. Ceux qui se battent ne se reconnaissent qu'à travers l'une ou l'autre partie. La population fuit au Cameroun pour se mettre à l'abri de la guerre. Les blessés aussi, dit-on. Mais ils sont divisés en deux hôpitaux pour éviter des affrontements. Faut-il penser que le dernier des Tchadiens y passera ? Les potentialités économiques du Tchad ne constituent pas l'unique motif d'intérêt. Outre l'uranium du Tibesti (la bande d'Aouzzou) et le coton du

sud, N'Djaména, comme Douala, comme Bouar ont joué un rôle stratégique dans la deuxième guerre mondiale. Bouar, ville centre-africaine, était une ville militaire, une base française.

Tous les équipements et les biens de consommation allant à N'Djaména passent par Douala, avec ouverture sur la mer. Point de passage entre le nord et le sud, l'ouest et l'est de l'Afrique, le Tchad est donc un pays où se côtoient des Africains Touareg, Haoussa, Kotoko, le Logone ou le lac Tchad n'ont jamais été des barrières de communications.

## LA CREDIBILITE DE L'O.U.A.

Le difficulté de l'O.U.A. est grande. Il s'agit pour elle de conserver l'unité politique et territoriale du Tchad. Sa charte décourage les volontés déstabilisatrices et repousse les frontières héritées du colonialisme. Pour Goukouni Weddeye, il s'agit d'empêcher la partition et d'empêcher un ambitieux de confisquer le pouvoir ou de légitimer le G.U.N.T. Si la rencontre de Lomé a lieu, il faudra la présence du leader des F.A.N. aux négociations. Le blocage signifierait le statu quo ; la peur qui se répand exprime le risque de voir le conflit augmenter d'ampleur et de violence aux dépens des Tchadiens. Il y a lieu de croire que chaque partie va essayer d'augmenter son armement, améliorer ses troupes par d'autres recrutements. La solution « africaine », la solution O.U.A. passe par la démilitarisation de N'Djaména et l'installa-

tion d'une force neutre africaine qui surveillerait le cessez-le-feu. Personne ne peut lui prédire un avenir. En attendant, les pays voisins s'affolent. On ne sait jamais rien des répercussions possibles d'une guerre chez le voisin. Niger, Nigéria, Cameroun, ou Tchad, ont tous des populations en partie musulmanes. L'évaluation du danger que serait l'adhésion de leurs populations au Plan de Khadafi créerait ainsi une instabilité, les régimes voient leurs existences propres menacées puisqu'on déboucherait sur la question qui déchire le Tchad. Les simulations possibles du projet de Khadafi permettent d'imaginer les angoisses des gouvernements voisins.

« L'internationalisation » du conflit tchadien ne signifie pas seulement une aide accrue des grandes puissances, mais un entraînement possible d'autres pays africains dans le conflit. On peut imaginer que la victoire d'une des parties devra obligatoirement en découler avec la Libye, la crédibilité de l'O.U.A. déjà éprouvée par l'Erythrée et le Sahara Occidental résistera-t-elle au conflit tchadien ? Les délégués de M. Hissene Habré semblent se méfier de M. Edem Kodjo (secrétaire de l'O.U.A.) et des délégués du Bénin qui font partie du comité de Lomé. Il faut dire que la situation militaire dépend étroitement de l'aide que reçoivent les différentes parties. Autant dire que l'avenir des Tchadiens s'obscurcit chaque fois que les rapports de force changent. Jusqu'à quand ? **Beauregard**

## GUINEE BISSAU: De la révolution à la pigmentation de la peau

Un coup d'Etat a été perpétré à Bissau, quelques jours avant celui qui a eu lieu en Haute-Volta. Les questions qui nous viennent immédiatement à l'esprit, concernent les clivages qui ont toujours existé, au sein du PAIGC. Les circonstances de la mort d'Amilcar Cabral, demeurent entachées de rumeurs perfides, selon lesquelles, une fraction de son propre mouvement aurait été au courant du complot qui se tramait contre lui. On peut refuser, d'accorder une quelconque crédibilité à cette opinion ; il est clair aujourd'hui que le pouvoir a été pris par une partie dont, le mécontentement aux origines du mouvement de libération. Amilcar Cabral, lui-même, a décrit la place des femmes dans l'affectation des rôles, la jonction politique et ensuite militaire des deux pays, et l'importance de l'aspect racial, dans la clientèle du PAIGC. Le problème des métis dans les anciennes colonies portugaises, et les tâches qui leur étaient dévolues, avant et après la révolution.

Les Portugais ont produit volontairement un territoire politique où l'appartenance et l'exclusion étaient déterminés

par la pigmentation de la peau. Ainsi, les métis d'Africains et de Portugais ont occupé des fonctions administratives (éducation, médecine, gestion...) dans l'appareil d'Etat portugais ; sa spécificité répressive et sa ségrégation à l'égard des noirs ont ruiné la confiance aux « assimilados ». Ainsi, souvent en Afrique, l'oppression et l'exploitation prennent un visage racial qui entretient la méfiance et favorise la division. Le coup d'Etat qui a chassé du pouvoir Luis Cabral est ressenti par certains, comme la revanche des noirs. Le comportement actuel des Cap-Verdiens et des Guinéens, fait apparaître que l'unité des deux pays fut une option imposée d'en haut. Les uns se plaignent de la prépondérance des Cap-Verdiens aux postes de formation et de décision, et les autres reprochent aux Guinéens leur tiédeur par rapport à l'unité et l'étroitesse de leur vision. Les premiers cadres de la Révolution et les chefs du PAIGC, sont issus pour la plupart, effectivement, de la catégorie des métis. Leur rapprochement avec le Sénégal de L.S. Senghor, n'a jamais été apprécié par la Guinée

de Sekou Touré. Celui-ci a, d'ailleurs reconnu, en premier, la légitimité du nouveau gouvernement. Les communautés cap-verdiennes et guinéennes se divisent en fonction de leurs origines respectives. L'attaque de l'ambassade de Bissau en Europe est significative de la rupture possible entre Cap-Verdiens et Guinéens, le conseil de la révolution a tenu à rassurer la population cap-verdienne qui vit à Bissau.

La découverte d'un charnier de 110 personnes, toutes africaines, appartenant à l'armée coloniale portugaise, fournit à M. J.B. Viera l'opportunité de criminaliser le conflit qui l'oppose à A. Pereira secrétaire général du PAIGC. Président de l'Etat du Cap-Vert. m. L. Cabral et M. A. Pereira ne seront pas jugés de trotskisme ou d'anarchisme, mais de crime contre les droits de l'homme.

La nouvelle constitution sera harmonisée, et permettra qu'une personne originaire d'une des deux contrées, puisse accéder aux rouages de l'Etat et du parti, sans distinction ni exclusive. Sans Frontière y consacrera de plus larges développements dans un prochain numéro. **B.N.**

## HAUTE VOLTA : Les voltiges de la démocratie

Le colonel Saye Zerbo, ancien ministre des Affaires Etrangères de M. Lamizana a renversé ce dernier. Le putschiste invoque « la dégradation du climat social et de tous les secteurs de la vie nationale », pour justifier le coup d'Etat. Le général Lamizana, qui fut lui-même porté au pouvoir par un mécontentement populaire (3 janvier 1966), semble payer son incapacité à résoudre les problèmes sociaux (grève des enseignants), et un certain immobilisme politique.

En attendant, l'Assem-

blée Nationale est dissoute, la constitution suspendue. Le Comité Militaire met en veilleuse tout parti politique. Les Voltaiques ne semblent pas attendre un changement de leur politique étrangère, ou de leur orientation économique. Mais, il est clair que le pays, qui bénéficiait d'un multipartisme politique, et d'une vie syndicale intense, toutes choses rares par ailleurs dans le continent africain semble « normalisé ». Et c'est peut-être le seul but de ce coup d'Etat.

Cet acquis démocrati-

que, qui semble devoir disparaître, était un acquis de la « 3ème République », née en 1978 sous Lamizana. Enclavé dans le Sahel, où sévit depuis plusieurs années une sécheresse catastrophique, la Haute-Volta est considérée comme l'un des pays les plus pauvres du monde. Jusque-là, on pouvait dire, grâce à quelques rares pays comme la Haute-Volta, que la démocratie n'est pas forcément l'apanage des pays riches...

BR

# Sénégal : les révélations de M. Senghor

La déclaration faite par M. Léopold S. Senghor de quitter la présidence de la république a surpris les Africains, à commencer par les Sénégalais eux-mêmes. La constitution révisée depuis 1976 laissait clairement comprendre que sa succession serait assurée par le premier ministre, si M. Senghor s'en va

vers la fin de l'année comme il l'a annoncé, M. Abdou Diouf deviendrait automatiquement chef de l'Etat. Toutefois, on peut se demander les raisons qui l'ont poussé à choisir un journal non sénégalais pour faire connaître son départ à ses concitoyens. Imaginez que De Gaulle ou Pompidou ou VGE aient choisi le « Soleil de Dakar » pour faire connaître aux Français leur départ de l'Elysée ! Quels que soient les motifs qui l'ont amené à une telle décision, son attitude dit-il, ne soit pas être perçue comme un exemple pour les autres chefs d'états africains. Admirable précaution... Elle ne concerne que les Sénégalais qui lui succéderont, message reçu. Il faut néanmoins constater qu'il n'y a aucun changement réel dans la vie politique sénégalaise. M. Abdou Diouf devra s'assurer — comme son prédécesseur — du soutien indispensable et régulier des autorités religieuses. Les confréries mourides et tidjanes qui essaient au Sénégal, capitalisent les voix de leurs membres et retiennent par là, un formidable moyen de pression dans un pays où l'écrasante majorité (au moins 80% de la population) des citoyens partagent les valeurs de l'« Islam noir ». Nul doute quant au succès de ce processus : c'est le changement dans la continuité. Toutefois, M. S.M. Senghor promet de continuer à diriger son parti. On se souvient encore de l'échec de la fédération du Mali, et de ses démêlés avec M. Mamadou Dia. Cet épisode l'aura sans doute décidé à garder la direction de son mouvement. En permettant une ouverture politique dans son pays par la création de 4 partis, L.S. Senghor s'est réservé le droit de désigner la nature, et donc l'appellation des nouveaux partis.

La simple énonciation du mot communiste demeure un épouvantail dans toute l'Afrique francophone et francophile. Exception faite, des états en marge du discours libéral classique en

Afrique, qui se sont choisis le « socialisme scientifique ». Le récent succès du parti au pouvoir dans les élections municipales, montre que ces notables conservent leur crédibilité auprès de leur électeur traditionnel. On ne peut pas en dire autant des anciens compagnons du président Houphouët Boigny lors des élections législatives en Côte d'Ivoire. Il faudra attendre 1983 date des prochaines élections présidentielles pour que les Sénégalais se désignent un chef d'Etat. M. Abdou Diouf n'est pas inconnu dans les allées du pouvoir. Secrétaire général à la présidence en 1964, ministre du plan et de l'industrie en 1968 cet homme de 45 ans aujourd'hui, fut désigné à la fin de 1969 comme Premier ministre et occupa ses fonctions dès le 26 janvier 1970. Juriste de formation, il a fait un passage à l'école française d'administration d'Outre Mer. La révolte étudiante qui a suivi celle de Mai 1968 en France connut quelques développements de triste mémoire. On a jamais pu élucider les circonstances de la mort de Blondin Diop dans la prison de l'île de Gorée (ancien centre esclavagiste de l'époque de la traite au Sénégal) ou la mise au secret de M. Mamadou Dia qui démontrent — s'il fallait encore une preuve — que l'humanisme et le libéralisme de l'ancien pensionnaire de la rue d'Ulm, n'ont jamais empêché le poète et l'essayiste (membre de l'Académie des sciences morales et politiques), de réprimer toute initiative contestant ou menaçant réellement son pouvoir.

## « UNE ESBROUFFE? »

M. Abdou Diouf passe pour un homme sachant user de l'autorité ; son profil de technocrate n'effraiera assurément pas les investisseurs étrangers, ou les affairistes qui suivent la conjoncture politique et économique de ce pays.

L'Islam, la négritude et la francophilie n'ont jamais produit un ingrédient qui satisfasse une « intelligentia » locale, que l'on dit assez remuante. Le nouveau prêt accordé par le FMI (21,5 millions de dollars) permettra en core de faire tourner un système politique dont la structure économique demeure fragile. En effet, le Sénégal com-

me beaucoup de pays africains, n'a pas de rente pétrolière. On peut donc penser que ses problèmes sociaux ne s'évanouiront pas d'ici 1983. Autre trait spécifique que le Sénégal partage avec les autres pays du Sahel, c'est la sécheresse et les problèmes alimentaires que connaissent les régions affligées par l'avance croissante du désert. La place de la monoculture de l'arachide rend plus fragile encore l'économie sénégalaise. La part du tourisme dans l'apport des devises de ce pays est une condition encore nécessaire pour pouvoir couvrir ses dépenses d'importation. Aujourd'hui

encore nul ne sait s'il y aura quelques modifications dans les options économiques qui impulsent les flux économiques et les choix financiers du Sénégal. On peut déjà dire sans crainte de se tromper, que la diplomatie sénégalaise con-

servera comme par le passé ses attaches et ses ambiguïtés qui lui ressortissent, les Sénégalais ne s'attendent pas à écouter un discours qui promettrait quelques velléités de transformation.

## UN ESPOIR

La succession de M. Senghor, si elle ne laisse espérer aucune innovation importante dans son pays, inaugure tout de même d'autres rapports entre la société civile et l'Etat. Le libéralisme et l'ouverture « à la sénégalaise » n'est pas une denrée superflue en Afrique, quand on sait la prudence et le

secret que ses dirigeants observent lorsqu'ils s'agit d'élaborer un modèle de succession. Si l'exemple sénégalais n'est pas un idéal type à suivre, les Africains dans leur majorité auraient tort de regarder avec mépris, le phénomène politique qui prend corps dans cette région. La Haute-Volta, la Côte d'Ivoire, et le Sénégal enfin essayent manifestement de cesser de traiter leurs citoyens en mineurs ; chacun à travers un processus qui lui est propre, semble tourner le dos au passé politique et aux pratiques héritées de l'ère des indépendances africaines post-coloniales.

B.R.

# L'Irlande derrière les prisonniers politiques

Refusant de s'alimenter depuis le 27 octobre dernier afin d'obtenir le statut de prisonnier politique auquel ils ont droit, sept hommes sont prêts à « aller jusqu'au bout » comme ils le disent. Les autorités britanniques s'enferme-

## Traités comme des bêtes

Depuis des semaines, les pubs républicains des ghettos catholiques de Belfast ne servent plus de bière, les chants s'y font moins bruyants, un signe parmi d'autres qui indique que toute la communauté vit à l'heure de Long Kesh. En effet, à quelques kilomètres de là s'élève la prison de Maze où environ 3000 prisonniers républicains sont détenus. Cet établissement pénitentiaire connu sous le nom de Long Kesh fait plus penser à un camp de concentration qu'à une prison ordinaire. Parmi elles le cardinal O'Fiaich décrit ainsi les lieux : « On imagine mal qu'on pourrait laisser une bête dans de telles conditions, pour ne pas parler d'un être humain. La situation la plus semblable à ce que j'ai vu était le spectacle de centaines de personnes sans abris. Les conditions de détention y sont particulièrement scandaleuses si l'on en juge par les témoignages des rares personnes ayant pu visiter l'endroit dans les égouts des slums

ront-elles dans leur refus comme elles l'ont fait précédemment, appliquant ainsi la peine de mort à leur manière ? Deux éléments devraient pourtant faire réfléchir Mme Thatcher : d'une part, la décision prise par les déte-

stination, ils sont aujourd'hui 470. Depuis deux ans, de nouvelles mesures répressives et vexatoires les ont contraints à observer une « grève de l'hygiène », ils vivent dans des cellules jonchées d'excréments !

*de Calcutta. La puanteur et les immondices dans ces cellules, avec les restes de nourriture pourrie et d'excréments humains répandus sur les murs sont difficilement supportables. Dans deux d'entre elles, j'étais incapable de parler de peur de vomir. [...] Dans ces circonstances, j'ai été surpris que le moral des prisonniers soit aussi bon [...]. Dans leur isolement et leur ennui permanent, ils maintiennent leur santé mentale par l'étude du gaélique. C'est une preuve du triomphe de l'esprit humain sur un environnement matériel hostile que de relever des mots, phrases et chants gaéliques qui sont criés de cellule à cellule et ensuite écrits sur les murs de chaque cellule avec les restes de tube dentifrice. » Comment en est-on arrivé à une telle situation ? Lorsqu'en 1976, le statut politique est supprimé, les détenus républicains entament alors une grève du port de l'uniforme carcéral et revêtent une couverture pour tout vêtement, d'où leur nom de « blanket men » (« Les hommes sous la couverture »). Il y a seulement deux semaines, ils étaient 350 à pratiquer cette forme de pro-*

testation, ils sont aujourd'hui 470. Depuis deux ans, de nouvelles mesures répressives et vexatoires les ont contraints à observer une « grève de l'hygiène », ils vivent dans des cellules jonchées d'excréments !

## Soutien vital

Leurs cinq revendications (port de vêtements civils, exemption de travail pénitentiaire, droit de réunion avec les autres prisonniers politiques, droit à l'éducation choisie, droit à une visite, une lettre et un colis par semaine, rétablissement des remises de peine) n'ont toujours pas abouti malgré les multiples formes de protestation entreprise, et le soutien extérieur qui va croissant. Seul le droit de porter des vêtements civils leur a été accordé in extremis dans le but d'essayer d'empêcher la grève de la faim. Cette ultime manœuvre du gouvernement britannique ayant échoué, celui-ci devra accorder un véritable statut politique aux prisonniers irlandais, s'il ne veut pas porter la responsabilité de sept assas-

sinats. Alors que la grève de la faim atteint sa sixième semaine et que d'un jour à l'autre, l'issue peut être fatale pour l'un des prisonniers, le peuple irlandais se mobilise avec une énergie jamais vue depuis huit ans. Manifestations, pétitions, piquets se succèdent pour soutenir les sept de Long Kesh. Jamais les paroles de la chanson républicaine qui dit : « Every man was stand behind the men behind the wires » (« Chaque homme était debout derrière les hommes derrière les barbelés ») n'auraient été aussi vraies qu'aujourd'hui.

Frank Roussel

**Le 6 décembre, une journée internationale de solidarité est prévue, une manifestation aura lieu à Paris en soutien aux prisonniers irlandais**

Pour signer la pétition internationale, joindre le Comité de Défense des Prisonniers Politiques Irlandais c/o Annick Moinot, 3 rue Lardinois, 75019 Paris qui vient de publier deux brochures très complètes sur la question.

# Proche-Orient

## Le pari impossible de l'Irak

La guerre Irak-Iran fait voler en éclat, toutes les anciennes alliances dans le Proche Orient. L'Irak naguère « chef de file » au moins au niveau des proclamations d'intentions et de discours, du « bloc de la fermeté » se range calmement derrière l'Arabie Saoudite. Le dernier pays se remet lui-même doucement de ce coup d'éclat, de l'attaque de la Mecque, qui garde encore une grande partie de ses mystères. La Syrie, qui avait sauvé le trône du roi Hussein à l'aube des années 70, se retrouve aujourd'hui face à l'armée jordanienne. Le président Assad, doit se

mordre les doigts d'avoir permis au roi Hussein de vaincre les Palestiniens.

La révolution iranienne fait peur et dérange tous les régimes de la région, qui sont atteints tous, de gauche ou de droite, modéré ou progressistes d'une crise économique et sociale, et d'une crise de la modernisation.

Le premier pays qui pourrait être touché semble bien être l'Irak, et cela au moins pour deux raisons. L'Irak est un pays composé d'une mosaïque d'éthnies. La majorité de la population est de confession chiite. Les sunnites minoritaires sont divisés entre arabes et kurdes.

Et c'est une minorité parmi les communautés minoritaires sunnite arabe qui détient le pouvoir. L'opposition politique en Irak est nombreuse et agissante. Elle est composée de communistes, de nassériens et de libéraux. Depuis, on assiste à une sorte de pourrissement qui peut durer longtemps encore et qui comporte des dangers graves à la fois à la cause des peuples arabes à tout le tiers monde. La situation risque d'échapper à tout le monde : les deux peuples sont perdants. Mais d'ores et déjà le parti de Saddam Hussein? semble être un pari impossi...

ble. Occuper le Khouistan (Arabistan pour l'Irak) contrôle le pétrole iranien et irakien et dominer stratégiquement la région du golfe est un pari qui a pu être encouragé par les puissances occidentales un moment, mais il ne peut être accepté dans l'absolu. Cela est difficile à envisager malgré l'orientation pro-occidentale du régime irakien en ce moment.

L'axe Bagdad, Amman, Riadh, tente à travers la guerre avec l'Iran d'une part, et le dernier sommet arabe de faire une sorte

de diktat sur toute la région. C'est ce qui explique peut-être l'absence de l'OLP de Damas et d'Alger plus d'autres pays. Le rapport de force étant en leur défaveur. Reste à comprendre les motivations de chacun. Elles ne sont pas forcément les mêmes, même si on retrouve dans un même camp les alliés d'hier, sont les ennemis d'aujourd'hui. Et rien ne permet de dire encore jusqu'au cette situation peut-être encore acceptée par les peuples dont la violence n'a d'égale que la répression qui s'abat sur eux.



## CRII Pour une candidature de Ben Bella

Des intellectuels islamiques regroupant et représentant les communautés des pays suivants :

Asie : Pakistan (2), Indonésie (1), Afghanistan (2) Inde (1).

Afrique : Sénégal (1), Somalie (1), Comores (1), Tanzanie (1), Ethiopie (2), Mauritanie (1), Sahara Occidental (2).

monde arabe : Palestine (2), Liban (1), Jordanie (1), Soudan (3), Egypte (1), Arabie Saoudite (...), Emirats Arabes (2), Kowiet (2).

Les Blacks Muslims (2) Musulmans de Yougoslavie (1), Pays de l'Est (2).

Les musulmans d'Europe et d'Angleterre (2) et des pays scandinaves (1).

Ces intellectuels se sont réunis à Genève le 22 novembre 1980 pour étudier le rôle actuel de l'Islam de part le monde. Ils se sont posés les questions de regroupement des intellectuels et de l'action que ces derniers doivent entreprendre en tant que cellule de réflexion. Car, face aux problèmes que doit affronter l'Islam, et les réponses qu'il se doit d'apporter aux communautés islamiques dans un premier temps, et, dans un second temps, à l'ensemble de la communauté humaine. Face aux crises de société et aux angoisses existentielles, les intellec-

tuels islamiques, se trouvent aux premiers rangs, et par là même se doivent de répondre aux interpellations. Car, de par leur recherche et les champs d'action et réflexion qu'ils connaissent, ils se doivent d'entreprendre un travail de réflexion commun. Ils se constituent en CRII en Comité de Réflexion des Intellectuels Islamiques.

La première demande du CRII s'adresse aux pays qui constituent l'OCI (Organisation de la Conférence Islamique) et à l'OIC. Cette demande concerne le problème de la désignation d'une éminente personnalité islamique à la direction de l'OCI. Que cette personnalité soit de par sa moralité une personnalité digne de cette confiance, une personnalité qui a des compétences intellectuelles, qu'elle soit dans une démarche de réflexion sur l'Islam.

L'ensemble des participants charge le comité de réflexion des intellectuels islamiques pour présenter cette candidature, lors de la prochaine réunion du sommet islamique à Djeddah le 17 janvier 1980. Une délégation doit également se rendre en Algérie pour suggérer à Ahmed Ben Bella d'accepter d'être candidat à ce poste de direction de la

Conférence Islamique.

Ahmed Ben Bella représente une ouverture de l'Islam, il est un homme libre et un intellectuel intègre. Sa désignation à la direction de la Conférence Islamique peut lui permettre d'entreprendre une mission de conciliation entre l'Iran et l'Irak.

Le Comité de réflexion des intellectuels islamiques fera une démarche auprès du secrétariat de l'OCI pour connaître la procédure de désignation du Secrétaire Général de cette Organisation. Le CRII entreprendra, également une campagne de signature auprès de l'ensemble des intellectuels, hommes d'Etat et souverains pour que le candidat de l'OIC soit désigné démocratiquement.

Cette démarche nouvelle montre que dans les structures islamiques la conception de « Ijmaa » (consensus général) peut s'appliquer. C'est là un espoir de l'ouverture des esprits et d'une nouvelle mentalité en Islam. Cette désignation étant pour les intellectuels et une invite pour eux à participer aux structures culturelles et aux travaux de recherche de l'OIC.

Kabir AHMAD

## Diego Garcia : Les boat people de l'Océan Indien

Au milieu de l'Océan Indien, l'archipel des Chagos occupe une position stratégique, à mi-chemin du Golfe Persique, des côtes africaines et des routes maritimes de l'Asie du sud-est. Par centaines, chaque semaine, pétroliers, tankers, minéraliers, croisent au large de ses cocotiers, pour le Japon, Taïwan, Hong-Kong, l'Australie ou les Etats-Unis. Diégo-Garcia est la plus grande des Chagos. C'est, depuis, la fin de la guerre du Viet-Nam, l'œil du Pentagone. Base US de première importance, les conditions de son acquisition par les Britanniques

aux autorités mauriciennes lors des négociations de l'indépendance de l'île Maurice font l'objet de violentes critiques dans ce pays. Il est vrai que l'acquisition de ces terres avait provoqué les premiers « boat-people », déportant plus de 1500 « Ilois ». Le scandale des conditions de vie de ces réfugiés a déchaîné l'opinion publique mauricienne. Aujourd'hui, 15 ans après les négociations de Londres, dans un message à Reagan, le Premier ministre mauricien souhaite « renégocier LES CONDITIONS DE LA LOCALISATION DE Diégo-Garcia ». S'agit-il d'un pas vers une négociation pour la rétrocession de l'archipel à l'île Maurice comme l'exige l'opposition MMM ?

### HISTOIRE D'UN EXIL

En septembre 1965, au cours de la conférence de Londres, la British Indian Ocean Territory Biot achète Diégo-Garcia

et les Chagos appartenant à l'île Maurice pour trois millions. L'année suivante, britanniques et américains signent un traité de défense : l'archipel des Chagos est cédé aux USA pour 50 ans.

Plus tard on apprendra que le gouvernement américain avait ainsi annulé une dette de 5 millions de livres contactées par la Grande-Bretagne pour l'achat de missiles Polaris.

Réduits au chômage, menacés de ne plus être ravitaillés, les « Ilois » sont embarqués de 65 à 69 sur des raffiot, entassés comme des bêtes, pour « L'Eldorado mauricien ».

1973, c'est l'exil forcé des plus récalcitrants. A l'opinion publique anglaise et américaine, Washington affirme que Diégo-Garcia est inhabitable (selon la CIA il n'y avait que quelques travailleurs immigrés). En vérité, 200 familles, vivaient dans l'archipel depuis trois ou quatre générations. En témoigne leur culture.

Le calvaire des « Ilois » sans ressources, sans abri, dure encore. De leur bidonville de taules ils attendent depuis des années les indemnités votées par le Sénat Américain et encaissées par le Trésor Mauricien. Une grève de la faim des Iloises, en 78, a débloqué une somme de 20000 roupies par famille. Mais au 21 novembre dernier 582 Ilois et leurs enfants n'avaient toujours pas touché leurs « compensations ». Les représentants du Comité mixte a institué pour étudier ce problème révélait qu'il ne restait que deux millions et demi dans les caisses du Fonds destiné aux Ilois. Affaire à suivre.

## ALMEZ-VOUS DONC EN NOIR!

**L**e Festival du Cinéma Noir Américain Indépendant qui s'est tenu du 20 au 25 octobre à la FNAC-Halles puis pendant dix jours au Théâtre Noir et à l'UNESCO, a permis de faire découvrir une facette oubliée de la culture négro-américaine, cela grâce à Catherine Arnaud et Catherine Ruelle.

Le cinéma noir américain indépendant s'inscrit en faux contre le cinéma noir américain en général (ex: les Black Stars d'Hollywood Boulevard). Il porte un autre regard profond sur la société américaine et plus analytique sur la culture négro-américaine. Important par sa longévité: *Eleven P.M.* 1924 écrit, produit, joué et réalisé par un noir Richard Maurice,

*«Scar of Shame»* 1927 par Colored Players Corporation (une compagnie blanche) mièvre et soporifique, *«God step children»* 1928 d'Oscar Micheaux: le premier, le plus prolifique et le plus important réalisateur et producteur noir du début du siècle. Diversifié dans ses thèmes sur la vie sociale, par exemple: *«I am somebody»* 1970 Madeline Anderson (grève des femmes employées), *«Sojourn»* 1973 de Michèle Parkeson: le stress de la ville opposée au calme de la nature état d'âme. Sur la civilisation noire américaine *«The gift of the black folk»* 1978 de Caelton Moss: La lutte des noirs contre l'esclavage, *«The Black West»* 1978 de Carol Munday Lawrence: la participation des noirs à la conquête de l'Ouest. Sur la culture *«From these Roots»* 1974 de William Graeves: le Harlem des années 20 avec ses artistes, *«Passing trough»* de Larry Clark: les libertés et les luttes contre le racisme sur un rythme de vie jazz, *«The black theater movement»* 1978 de Woodie King, depuis *«Raisin in the sun»* et aussi *«Your children come back to you»* 1978 de Sharon Larkin, *«I et I»*, *«The wind of change»* 1977 de Ben Caldwell, *«Pass Fail»* 1978 de Roy Campanella. Sur le stress et l'oppression: *«Killer of sheep»* 1977 de Charlie Burnett, *«Crowded»* 1978 d'Alonzo Crawford. Cinéma d'art et de recherche aussi *«Gidget meets Hondo»* 1979 de Bernard Nicholas, *«Ganja et Hess»* 1970 de Bill

OSTE D'INCENDIE N 72

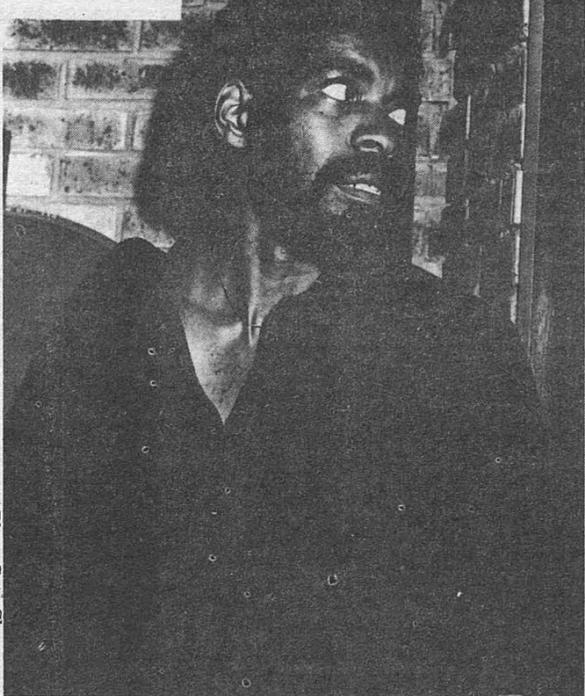


Photo Cathy Chomovoy

Gan (la claque!), *«Take one»* 1968 de W. Greaves. Et tant d'autres encore.

Ce n'est pas une analyse détaillée de chaque film dont il est question, mais à un niveau général, de l'étouffement d'une expression artistique par tout establishment. Sinon comment expliquer le black-out fait sur ce cinéma? Sinon comment expliquer que les B. Caldwell, C. Moss, W. Greaves, B. Gun, etc. aient été amenés à se regrouper, l'Union faisant la force, pour crier en image leurs visions du vécu négro-américain, leurs fictions, leurs constatations, leurs refus, leurs luttes, leurs problèmes. Le plus important étant dans le financement et par voie de conséquence la réalisation, la distribution d'un film. Pourquoi?

### Halte au black out

Parce que l'establishment n'accepte pas et ne veut donner qu'une certaine image, peu reluisante du noir, image d'acculturée, d'aliénée et de dépersonnalisée. Et ça, c'est une vieille histoire qui remonte aux «slavery days» en passant par la guerre de sécession, l'oncle Tom et sa case, etc. Le problème du cinéma noir indépendant est le même que celui du jazz. En règle générale, on ne peut dissocier le jazz des autres formes artistiques et culturelles négro-américaines. Le jazz est le tempo du rythme de la vie

des Brothers and Sisters: c'est le black-american-way-of-life. C'est entre autre Harlem années 30 et folles, les comédies musicales et tout le bastingue (Ain't misbehaving de Fats Waller); les Blackies sortent du ghetto et vont up-town: J.-J. Johnson leur a montré la voie (fin du flash: affaire à suivre...).

### Un peu de lumière, SVP (Put the lights on the black)

La crise de 29 et 39-45, le racisme et ses conséquences (aliénation culturelle, problèmes de distribution) vont bouleverser l'état des choses et provoquer l'existence de deux cinémas noirs américains parallèlement opposés — permettez l'expression — elle relève d'une nouvelle géométrie. Certains films, mettant en scène des noirs auront accès à la grande distribution. D'aucuns bons: *«La chaîne»* avec Tony Curtis et Sidney Poitiers, le *«Sergent Noir»*, et un film avec Harry Bellafonte où après une apocalypse il reste trois personnes à New York: une blanche, un blanc et lui, d'autres douteux *«Devine qui vient dîner»* de S. Poitiers, S. Tracy, A. Hepburn. Bref des films où le noir est pris isolément, où ses problèmes sont traités comme des cas particuliers. Mais à partir des émeutes de Watts (1963), des croisades de Martin Luther King, De Malcolm X., des B.P.P., des écri-

vains noirs J. Baldwin (la prochaine fois le feu, la liberté viendra d'une chose noire), C. Himes (la troisième génération), etc. de Cassius Clay aussi, les revendications des mouvements noirs pour l'obtention et l'usage égalitaire des droits civiques et autres, le refus de l'establishment noir comme blanc et d'une intégration servile, tout cet amalgame va favoriser la liberté d'expression des noirs. Sur le plan cinématographique, cela donne un cinéma noir intégré avec un maximum de blancs et un minimum de noirs, par exemple: les séries T.V. *Mission Impossible*, une série westerns passé il y a 9-10 ans avec un blanc et un noir pour héros; et un cinéma pour noir fait par des noirs et avec des noirs (cf. les slogans Black Power et All Power to the People). C'est le Black Journal, sur la chaîne T.V. Net, d'une heure par semaine, produit à partir de septembre 1968 par W. Greaves, avec des techniciens noirs.

Le nègre n'allant plus seulement up-town, mais s'installant aussi à Hollywood, la bourgeoisie noire va récupérer les slogans des militants noirs (Black is beautiful, etc.) et sécréter une black high-society confirmant le profil d'un nègre B.C.-B.G. (bon chic-bon genre) et à grand coup de dollars (ils n'ont pas de couleur) va brader le ghetto. Y'a du bon là-dedans *«Lady sings the blues»* et *«The Wizzard of oz»*, tous deux avec Diana Ross, plus la kyrielle des films d'actions (bons d'ailleurs) avec une super bande sonore *«Super Fly»*, musique de Curtis Mayfield, *«Shaft»* d'Isaac Hayes, *«Slaughter»* de James Brown. O.K., ceux-là sont de bons films, mais peut-être pas aussi «essentiels» que *«Ganja and Hess»* d'une basculante beauté prenante de B. Gun, ou *«Take one»* où W. Greaves par le biais du cinéma-vérité, sur un rythme de jazz, visionne différemment les U.S.A., ou encore *«I am somebody»* (slogan revendicatif des militants noirs) où Madeline Anderson filme les 113 jours de grève de quatre cents femmes noires à l'hôpital de Charleston en Caroline du Sud (Etat bien raciste) en 1969, ou bien *«Killer of Sheep»* de Ch. Burnett où on assiste à la désensibilisation progressive à tout (travail, foyer, sentiments) d'un

brother du ghetto de Watts travaillant dans un abattoir.

### Un peu de lutte noire s'i'ou'plait

A quelques exceptions près comme *«Saunders»* d'Oscar Davis avec Cecyl Thomson, sur la vie de fermiers noirs au début du siècle, les films avec des acteurs noirs qui auront accès au circuit commercial international donnent une image fautive car excessivement partielle du noir américain. Ces films sont malgré tout intéressants si on fait de «l'inter-film» (l'inter-film étant au cinéma ce que l'inter-texte est à la littérature). A travers les *«Car-Wash»*, *«Mahogany»*, *«La Case de l'oncle Tom»*, etc., on perçoit un peu du vécu des noirs américains. Mais quel danger! Car non seulement ces films donnent une fausse image limitative du noir américain, mais en plus les Brothers and Sisters risquent de vouloir s'identifier à ces images-là (il flotte de vieux relents d'oppression culturelle). Faute de mieux, il faut aller voir ces films normalisés et aller au-delà des images, elles révèlent toujours un petit quelque chose, par exemple: ce navet qu'est *«Ashanti»* (que j'ai apprécié pas seulement pour la chute de hanches de Beverley Johnson) qui nous montre à l'heure actuelle un vieux trafic d'êtres humains (c'est-à-dire de l'esclavage) Afrique Noire au Golfe Persique. Parait que l'esclavage a été aboli et est défendu par l'O.N.U. et tous les pays y sont (à l'O.N.U., pas à l'esclavage).

Bref du cinéma noir commercialisé, il ressort que le héros noir est fort intrépide, baise bien, justicier qu'il est dégoûté de tout ça, mais ne refusera jamais de remettre la main à la pâte, après un vieux monologue et un regard dur de macho pour défendre la veuve (qui n'en peut plus de se pâmer pour lui) et l'orphelin dont il est le dieu; que les héroïnes noires ont de ces lolos, avec de ces cuisses galbées montées sur des hanches à roulement à billes, des postérieurs virgulés le tout ceinturé par une de ces tailles de guêpe. Quand vous les voyez en technicolor sur grand écran en maillot de bain (faites gaffe à vos draps

le soir), par exemple: *«Dynamite Jones»* avec Tamarah Dorbson. S'i'ou'plait, un peu de diversité ou d'originalité dans vos rôles: ou bien?

Il ressort aussi de ce cinéma d'oubli que 85% des Brothers foutent rien, dealent, maquent, jouent, fument, boivent, sniffent, sapent et vont en boîte ou au bordel noir. Et comme ils ont tous vus marylin Monroe dans *«Les hommes préfèrent les blondes»*, alors ils préfèrent les blondes. Normal! Dans ces films, les acteurs, la musique, les lieux d'action sont noirs, mais le scénario, la conception, la réalisation sont blanches. Exception faite du film *«Cool College»* de Michael Schultz, des séries T.V. *«Roots»* et *«Martin Luther King»*, rares réalisations blanches donnant une autre image du noir.

### Assez de «black-black»

La scission est si nette entre ces cinémas noirs qu'ils n'y a pas d'inter-relations émulatrices entre les acteurs du circuit intégré et les réalisateurs du circuit indépendant (conséquence du «diviser pour mieux régner»). Voilà un inconvénient supplémentaire. D'ailleurs l'image et le rôle du Brother dans le cinéma américain sont traités dans *«For whose entertainment»* 1975 B. Caldwell (la note est salée). En règle générale, le cinéma noir indépendant est plus intellectualisé que son frangin commercialisé, parce qu'étant l'œuvre d'artistes et d'intellectuels noirs. Donc il est plus sociologique et moins aseptisé. Le stress et le pathos des blacks y sont mis à nu. Mais ce n'est pas vraiment politique et militant, plutôt un cinéma-constat, un cinéma-engagé sans gros efforts, mais esthétique, culturel, technique, analytique et pensé. D'où ses problèmes de diffusion car il incite à réfléchir, et ça, certains n'aiment pas que d'autres réfléchissent. Dommage qu'après ce festival, certains films ne soient pas repris dans des salles un peu marginales (c'est un appel). Simultanément à ce festival il y en avait un autre sur le cinéma africain à la Sorbonne. Allons messieurs les organisateurs, un peu moins de rivalité, svp. Ou bien?

(A suivre...)

H.D. K.-L.

## MEMOIRE POLITIQUE ! FERHAT ABBAS :

Ferhat Abbas, dans son livre et ses interventions reprises par la presse française a fait un long plaidoyer pour une mixité culturelle, malgré tout ce qui a séparé les Français d'Algérie à la population algérienne multiconfessionnelle. Pour cela il aurait fallu que les uns et les autres soient capables de s'appréhender, de mieux se connaître, de se respecter. Cela se serait réalisé par de profondes réformes qui auraient permis aux Français et aux Arabes de collaborer dans un même pays où Européens et arabobèbres cohabiteraient d'une manière harmonieuse, et où chacun serait respectueux de l'autre.

Les faits contredisent d'une manière cinglante la thèse de M. Abbas, ex président du GPRA. Ces Français d'Algérie ont suivi contre leurs intérêts fondamentaux la « gros-

se colonisation » et les « ultra » qui ne voulaient rien d'autre qu'une Algérie dans leur ensemble n'ont pas voulu renoncer à leurs privilèges aussi minimes soient-ils. Les jeux étaient joués depuis longtemps. La domination raciale, sociale, économique de la minorité occidentale n'était pas négociable et pour personne. Un nouvel ordre était nécessaire.

M. Ferhat Abbas prend ses désirs profonds pour des réalités malgré toute la bonne volonté réconciliatrice.

Les pieds noirs ne pouvaient se passer de l'Algérie. C'est une blessure à jamais ouverte. Cet amour pour ce qui est leur patrie n'a pourtant pas pu permettre le dépassement des rapports dominants dominés. Ils n'ont pu rester en Algérie hors du cadre de la colonisation.

Cela n'empêche ni les amitiés sincères ni des amours même (voir les *Chevaux du Soleil* de Jules Roy). Comme F. Abbas est un humaniste têtu, les trois quarts de son livre sont consacrés à ses anciens compatriotes et aux causes de leur malheur. C'est frustrant pour un jeune Algérien de 1980 de ne voir qu'un quart de la parution consacrée aux divers problèmes de la lutte pour l'indépendance.

Comme on le sait F. Abbas est un modéré, aussi attend-il de voir les effets qu'a pu produire son ouvrage *L'Autopsie d'une guerre*, l'aurore pour s'engager plus en avant dans ses mémoires politiques avec des considérations plus actuelles comme le laissent entendre le titre de ses prochains tomes *Le sang des Chouhadas trahis* et *Demain se lèvera le jour*.

### L'intégration

**Sans Frontière :** Quel a été votre action politique et quel bilan tirez-vous de cette action dans le mouvement national algérien ?

**Ferhat Abbas :** Je dois vous dire que vu mon âge, j'ai vécu presque le siècle de la colonisation.

Je suis de la génération qui est née avec le siècle. Dans un premier temps, j'ai été pour la politique d'intégration. Je pensais qu'il fallait agir d'une manière progressive et je voulais dans un premier temps l'égalité avec les Français, les mêmes droits de citoyen.

Il faut placer la colonisation dans le cadre de ce que j'appelle les croisades. Quand la France a débarqué en 1830 c'était le christianisme contre l'islam. C'est une continuité à travers les siècles. Les Arabes ont occupé l'Espagne, les Espagnols les ont chassés, et les Français ont repris le flambeau.

Ma génération à moi est sortie des universités de France. Incontestablement notre culture nous a ouvert des horizons nouveaux. Nous savions qu'un peuple ou un pays ne peut évoluer que s'il a les sciences modernes et on ne peut pas se retrancher derrière une simple appartenance à un pays, on ne peut rester dans les mœurs du Moyen Age et espérer une évolution. L'évolution était possible qu'avec les études et avec une culture et une technique moderne. De là nous avons essayé de concilier notre héritage islamique avec ce que la France nous apportait et qui était positif. De là notre nationalisme modéré, chose que Messali qui n'était pas sorti des universités, qui militait avec

les ouvriers venus d'Algérie en France ne partageait pas. Il avait une autre optique, une optique révolutionnaire, si vous voulez. Plus radicale. Les Ulamas étaient avec nous dans une certaine mesure. Ils acceptaient l'évolution par la technique moderne et la plupart des Ulamas ont

envoyé leurs enfants dans les écoles françaises.

Les Ulamas ont été progressistes contrairement aux Merabouts qui avaient de fausses croyances et qui étaient en réalité des réactionnaires et travaillaient pour la colonisation.

**SF :** Les trois quarts de votre livre sont consacrés aux Pieds Noirs et aux « occasions manquées » ?

**F.A. :** Moi je dis que les Français auraient pu rester. Je crois en mon âme et conscience que la République algérienne aurait été meilleure et que nous aurions fait de meilleures choses ensemble.



**SF :** Quel aurait été l'apport des Français ?

**F.A. :** C'étaient des techniciens, des cadres. A l'heure actuelle nous avons près de 100 000 cadres étrangers que nous payons très cher et avec lesquels on ne s'entend pas parce que l'on a rien de commun. Ce sont des Polonais, des Tchèques, des Russes, des Belges.

Il aurait fallu préparer de longue date leur insertion dans l'Algérie Nouvelle. Par de petites lois, arriver à l'égalité des droits. Le législateur français n'a jamais voulu que l'Arabe soit autre chose que leur domestique.

De même qu'il y a eu le décret Crémieux pour les Juifs en 1871, il aurait fallu tous les dix ans des réformes profondes que l'Arabe vive dignement et retrouve son honneur, qu'il ne reste pas dans le statut d'un vaincu. Si l'OAS, si les Français avaient compris qu'ils pouvaient vivre avec nous, et n'avaient pas pratiqué le « suicide politique » qui les a poussés dans une impasse et les a obligés à partir.

Si l'Algérie n'avait pas eu tout cela, ça aurait été possible. Boumediène lui-même l'a reconnu.

### FLN

**SF :** On a l'impression au départ qu'il y a eu une grande cohésion et par la suite des déchirements graves au sein du FLN. Comment l'expliquez-vous ?

**F.A. :** Comme dirait le pauvre Abane Ramdane, avant sa mort ceux qui ont commandé des maquis avaient tendance à se poser en homme inflexible. Alors le conflit avec les civils est né de ce fait-là.

**SF :** Pourquoi Abane ne s'est pas entendu avec les colonels ?

**F.A. :** C'est parce qu'il était un civil, il n'avait jamais pris une arme. Les autres avaient commandé des Wilayas, ils avaient droit de vie et de mort sur les Jounoucs. Au maquis, c'était la rigueur et ceux qui appliquaient c'étaient les colonels, c'était les gradés.

Alors quand les gradés se retrouvaient à l'extérieur, ils conservaient les mêmes attitudes, le même tempérament de commandement. Alors beaucoup d'erreurs se sont produites à cause de cela.

**SF :** Et ceux qu'on appelle les centralistes ! Benkhedda, etc... Vous les attaquez en disant qu'ils ont rejoint tardivement la révolution.

**F.A. :** Oui, ils se sont opposés à nous et ils nous ont éliminés. Vous savez moi quand on est venu me chercher c'était pour cautionner une révolution, ce n'était pas pour obtenir un fauteuil et j'explique d'ailleurs dans le prochain recueil comment j'ai été élu président du GPRA. Parce qu'il n'y en avait pas d'autres, il y avait le docteur Lamine Deblaguine et il y avait Krim Belkacem parce qu'ils étaient parmi les neuf. Le Docteur Lamine Deblaguine a été contré par les gens de « la san-

te » par Boudiaf, Ben Bella, Aït Ahmed, etc... En aucun cas il n'en voulait comme président, et Krim a été contré par Boussouf et Bento Bel. Qu'il soit colonel d'accord, qu'il reste avec nous, mais pas au-dessus de nous.

**SF :** C'est-ce qui sépare tous ces hommes des projets politiques régionaux ?

**F.A. :** Non, c'était des problèmes de présences, trois colonels sont sortis du maquis et ils ne voulaient pas qu'un autre soit au-dessus d'eux, toute la question est là. Après l'indépendance, il n'y avait pas de projet politique, nous avions fait la guerre avec la plate forme de la Soummam et la déclaration du 1er novembre. Tout le reste a été créé après 1962. Tout est créé pour les besoins de la cause des gens qui voulaient le pouvoir. Point final et je le dirais en toutes lettres et je l'écrirai noir sur blanc dans le prochain livre.

**SF :** On vous critique en disant que vous êtes le défenseur de la bourgeoisie, que vous ne voulez pas vous engager dans la voie socialiste.

est-ce qu'ils sont vraiment socialistes voilà la question je voudrais m'en convaincre mais enfin. Je suis musulman je laisse cela aux marxistes, je ne crois pas à la lutte des classes, je dis que dans une communauté agricole comme la nôtre, la lutte des classes est superflue.

### Un islam libéral

**SF :** Vous pensez qu'en 1962 ce ne sont pas des projets différents qui se sont affrontés ?

**F.A. :** En 62 j'étais contre le parti unique. Je n'ai pas admis le socialisme sans consulter le peuple. Si le peuple était d'accord oui, j'étais pour le respect de la légitimité populaire. Or le peuple n'a jamais été consulté, même pas aujourd'hui.

Ils ont nationalisés même des paysans, ils ont mis à leur place des salaris qui se désintéressent de la terre. C'est un grave problème, ils s'en apercevront dans quelques années, quand la terre restera inculte.

La liberté n'est pas une chose abstraite. J'ai une position anti-impérialiste et une position anti-dictatoriale. Je veux que la formule pour le peuple et par le peuple corresponde à une réalité. Or cette formule s'est transformée en

« par nous et pour nous » ; c'est une sorte de caste sociale qui se crée autour du pouvoir et le peuple est sur la touche. Il n'est pas nécessaire d'être marxiste pour vouloir le bien du peu-

l'islam pour savoir quels sont les devoirs d'un Etat envers son peuple. Moi j'étais président de l'Assemblée Nationale et quand j'ai vu qu'on s'orientait vers un parti unique par conséquent vers une dictature, vers le culte de la personnalité, je suis parti.

**SF :** Vous vous réclamez donc de l'islam ?

**F.A. :** Je suis pour un islam libéral. L'islam est libérateur, l'islam est un progrès, l'islam est une porte ouverte sur le progrès social, sur les sciences, sur la culture. Ce n'est pas se refermer sur soi, ce n'est pas adopter une coutume. Ce n'est pas cela l'islam. Je n'essaye pas de construire une société contre une autre société. La science moderne appartient à tous.

**SF :** Vous êtes donc pour une sorte d'humanisme ?

**F.A. :** Non je suis pour un vrai islam. Vous savez l'islam progresse, il est allé jusqu'à Poitiers, le jour où il s'est refermé sur lui-même, c'était fini. Par conséquent pour moi, notre devoir de musulman à l'heure actuelle est de briser « l'enkistement » de sortir du Moyen Age et de regarder les temps modernes sans avoir peur de quoi que ce soit, sans avoir de complexe face à n'importe qui, nous sommes pour la science pour la technique, nous sommes pour la libération de la femme et nous sommes pour une société propre et morale.

### Démocratie et sous développement

**SF :** Quelle est votre conception de la démocratie dans un pays

en voie de développement ?

**F.A. :** Je dis que tous les peuples peuvent avoir des institutions démocratiques. Evidemment l'ignorance est un facteur énorme. Quand j'étais avec Ben Bella, je lui disais commençons par le commencement, accordons les franchises municipales. Tu es en train de nommer des maires, dans les villages et dans les villes, tu ne connais pas les gens, ce que tu fais est arbitraire. Les gens se connaissent mieux entre eux. Fais une loi municipale et donne la liberté de vote aux gens. Qu'ils choisissent leur maire, leur président de djema, leur chef de

douar, même s'ils se trompent, il vaut mieux cette erreur à la fin. Si tu leur imposes, quelqu'un qu'ils n'ont pas choisi, celui-là aura tendance à se passer d'eux. Apprenons au

peuple à vivre démocratiquement à ce stade cela ne peut pas nuire et puis nous passerons à un autre stade dix ans après, au stade des libertés législatives. Nous aurons des hommes capables de légiférer avec nous. Alors commençons par le commencement tous les états africains peuvent avoir des municipalités élues démocratiquement, cela ne peut pas gêner le pouvoir, à moins que le pouvoir soit pourri, auquel cas ce n'est plus un crime de l'enlever.

Commençons par balayer devant notre porte. Le sous-développement n'est pas une contradiction avec la démocratie, le sous-développement

ne peut être dépassé avec le concours de tous, ce n'est pas moi qui peut changer l'Algérie, c'est vous, c'est tout le monde. C'est quand on se mobilise pour le bien public que le bien public apparaît, je ne crois pas au bon dictateur.

Propos recueillis par A.B.A.



# Le film c'est une bouteille à la mer

Les Journées Cinématographiques de Carthage et le Festival de Ouagadougou sont les deux manifestations consacrées à la promotion des cinémas arabes et africains. Il est vrai que le règlement des J.C.C. précise que les films n'engagent que leurs au-

teurs et non pas leurs gouvernements. Dans la plupart des cas, les films ont été produits par un individu qui a su multiplier efforts et miracles, mais une fois terminés, ces films ne seront pas distribués sur leurs propres territoires, car les circuits de

programmation des salles sont monopolisés par des grandes compagnies étrangères qui refusent de passer des films « locaux ». Le cinéaste est un travailleur migrant.

Et le film, arabe ou africain, c'est un peu une bouteille à la mer.

histoire. Il se révolte contre ce qui condamne le peuple noir à la drogue, à la musique et au chômage.

## Mémoire fertile

Au milieu de la très intéressante rétrospective de films palestiniens, la surprise fut le premier film de Michel Khleifi « *La Mémoire Fertile* ». La grande sensibilité du cinéaste suggère l'attachement à la terre de Palestine d'une vieille femme. Elle dit à son fils qui veut lutter : « *Si l'ONU n'a rien pu faire, que peux-tu faire, toi ?* »

La caméra se fait oublier et on suit la pensée attentive, mélancolique, ou tendre du réalisateur. Il y a une autre femme plus jeune écrivain, dont la vie est aussi faite et dé faite par l'occupation israélienne. Des femmes font des gâteaux des journées entières, elles parlent, chantent. Ecoutez bien le chant de la nourrice, la salle rit aux éclats. Le quotidien palestinien devient si proche que ce film est de ceux qui légitiment le plus la lutte palestinienne.

Je n'y crois pas. Le cinéaste oublie-t-il que quand on n'est pas très à l'aise, ni dans sa peau ni dans sa vie, les rêves qu'on fait sont plutôt des cauchemars ? Dommage, le scénario était riche, foisonnant, trop peut-être. La mise en scène cahote entre une volonté de comique et le talent du réalisateur qui s'exprime dans les scènes intimistes, pudiques, silencieuses et toutes en nuances.

## Vivre libre ou mourir

« *Vivre libre ou mourir* ». Il met l'histoire au tribunal, et nous passionne. Peut-être sommes-nous saisis par ces juges de la Cour de Sûreté de l'Etat qui ont un préjugé (non-raciste, et qui rient comme tout le monde quand la belle femme goudeloupéenne qui se demande bien ce que la France veut dire se tourne, et demande, en soulevant ses jupons, si « *ça, c'est français ?* ». Le public entre dans le jeu, drôle de jeu où il est prouvé que Napoléon prit des mesures politiques d'ordre raciste. Jeu salutaire en tout cas !

## Aziza : Tanit d'or

Parlons d'« *Aziza - Tanit d'Or* ». Ce film a beau être très bien joué, bien filmé (Youcef Sarhaoui est le directeur-photo), le trio mis en scène me paraît passiste. Le vieux père ne comprend plus rien à rien. Le fils va de faillite en faillite. Quant à la cousine qui vit avec eux, austère et chaste, elle finira en usine. Aziza est une sainte qui vit dans une société où les hommes sont faibles, malades, et loufoques. Sanctifier les femmes n'arrange rien ! Et à quoi bon répéter que les hommes sont idiots et maladroits ? Toutes ces caricatures font un film caricatural d'où on sort abattu.



Photo DR

## Hymnes pour la liberté

Mentionnons encore « *Hymne pour la liberté* » de Georges Chamchoun, sur le XIème festival de la Jeunesse, à Cuba, en 1978. C'est dans courts métrages que Nabil El Maleh montre une maîtrise exceptionnelle de l'outil-cinéma, dans « *Rocks* » par exemple. « *Fenêtre* » avec son mot d'ordre ironique « *Visitez Israël* » est extraordinaire.

## Premiers pas

Dans *Premiers pas*, Mohamed Bouamari fait vivre à deux jeunes enseignants célibataires leur sentiment amoureux contre les vents et marées de la rumeur publique.

« *Ce qui est extraordinaire, s'esclaffe un spectateur après le film, c'est quand ils se crient qu'ils s'aiment dans la rue ! Et l'extraordinaire, c'est que dans la réalité ça n'arrive jamais* » explique-t-il. Et ce jeune homme rit, complice du tour que Bouamari a joué aux vieux turbans ! La construction du film est très élaborée et mérite une mention particulière. Et quelle interprète que cette Fatouma ! C'est elle qui chante l'évocation d'une légende. C'est vrai que sa voix transporte dans le temps, autant par sa beauté que par ce qu'elle chante.

## Ali aux pays des merveilles

« *Ali au pays des Merveilles* » a eu le Tanit d'argent. Dans le film, le héros avait déjà gagné le gros lot à la loterie ! C'est un jeune Algérien, immigré, célibataire, qui est grutier sur un chantier à Paris.

Que fait-il de tout cet argent ? Il rêve de l'autre monde, celui des patrons ? celui des riches, et il s'offre un voyage de ce côté-là, le temps de ses onze millions anciens. Il rêve du Fouquet's, il y va. Au fait, rêvez-vous du Fouquet's ? Qui en rêve ?

## conclusion

En guise de conclusion, j'aimerais laisser la parole à Med Hondo. Il n'est pas le seul à insister sur l'union nécessaire entre les pays africains et arabes en ce qui concerne le cinéma. Férid Boughédir ne le contredirait pas ! « *Je suis prêt à faire un contrat avec le diable si ça me permet de lutter contre l'impérialisme* » dit Med Hondo. Il continue « *Je suis navré de constater que nous balbutions. Nos films sont mal faits, ils ne peuvent entrer en concurrence avec ceux qui sont faits avec de grands moyens. Dans nos pays, ceux qui ont le pouvoir sont incompetents, ils n'ont pas compris l'importance du cinéma pour l'honneur de nos gens. En attendant, nos cultures sont sur le sable.* »

Que les JCC donnent l'occasion d'établir le constat d'une nécessaire entente entre tous les gouvernements africains, à propos de leur politique culturelle et cinématographique suffirait à prouver l'utilité de cette rencontre présidée par Hassen Akroud, et sa réussite.

Maryse LEON

## Films africains

Les films africains, souvent basés que des sujets intéressants, implantation d'une mission catholique au Congo dans les années trente, transformation des lois sur l'héritage, ne savent pas trouver le ton juste, le jeu des acteurs est rigide et les dialogues d'une étonnante banalité. Dans « *L'Exilé* », Oumarou Ganda juxtapose curieusement deux réalités : une soirée en Europe, parmi des blancs, et puis un conte nigérien qui se déroule en Afrique. Le film aurait été très fort s'il était resté en terre africaine avec cette fable sur la parole qui devient détalité. Deux jeunes gens se disent en plaisantant : « *Je donnerais ma tête pour épouser la fille du roi* » Ils auront effectivement et les filles en mariage et la tête tranchée, un an après ! Le film malien « *Kasso Den* » (« *Le Prisonnier* ») s'obstine à montrer les projets de vengeance d'un comptable qui a purgé des années de prison pour rien. En marge de ses aventures, le personnage du jeune fils est passionnant, pathétique, très aimant,

mais le cinéaste ne s'intéressait qu'à la folie meurtrière du père !

## Fatma 75

Nous avons reçu avec plaisir « *Fatma 75* » de Selma Bacchar, sur la condition féminine en Tunisie ; « *La Noce* » d'un collectif du jeune théâtre de Tunis, pendant cette nuit de noce, les époux s'envoient à la tête ce qu'ils ont de pire sur le cœur. Déballage terrifiant ! Dalila Bacchar est une interprète d'exception ! Cette remarquable utilisation de la pellicule noire et blanche est à méditer !

## Les enfants du vent

Qu'est-ce que la misère ? Une lèpre, sociale, politique ? « *Les enfants du vent* » de l'Algérien Brahim Saqsi est un film sans dialogue. La partie la plus dense, les « *Oeufs cuits* », montre une enfant et un vieillard qui essaient de subsister, même si chaque matin, chacun va à la ville essayer de vendre, l'une de ses œufs durs, et l'autre ses souris sauteuses en

plastique, ce sont deux mendiants. Ce qui est, is en lumière, c'est l'indigence d'un système qui condamne ses pauvres à la pauvreté. Le cinéaste donne à voir, un univers dans lequel la seule liberté individuelle est d'avoir un rire sardonique, et de jeter les objets contre les murs pour qu'ils s'y cassent, et d'en rire. Il invente le rire de désespoir. Le vieil homme et la petite fille ne forment pas une famille mais une association où chacun va son chemin et tâche de survivre par ses propres moyens et pour son propre compte. S'ils sont père et fille, on se demande bien pourquoi ils sont —encore— ensemble ? La société que cette fable représente semble avoir tout oublié.

## West indies

« *West Indies* » parle du pillage de la plus précieuse matière première de l'Afrique : sa population. Med Hondo fait le pont entre l'esclavage de jadis qui amena les noirs dans les Caraïbes, et puis le servage tranquille auquel se plient les « békés » qui viennent se louer pour pas cher en métropole. Flux et reflux de la même

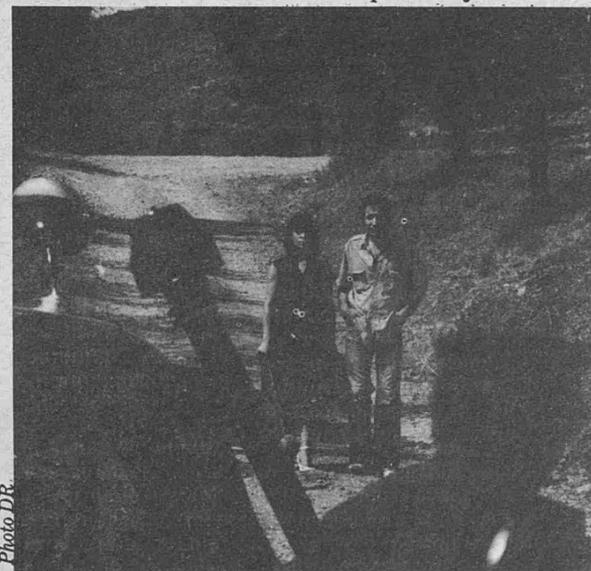


Photo DR

# Mustapha Dahleb: Je suis un immigré... privilégié

Sans Frontière-Hebdo ouvre ses colonnes au sport. Il existe une communauté immigrée forte de plus de 4 millions de personnes avec sa culture, ses musiciens, ses chanteurs, ses écrivains et ses cinéastes... Ceux-là, Sans Frontière leur consacre régulièrement une place dans ses colonnes. L'immigration possède aussi ses sportifs. Ils sont footballeurs, boxeurs en majorité. Deux sports populaires.

Hier, ils avaient pour nom Cherif Hamia, Omar Kouidri, Ould-Mekloufi... pour la boxe, Ben Barek, Salif Keïta, Mekhkloufi... pour le football. Les Algériens par exemple avaient formé pendant la guerre d'Algérie une glorieuse équipe de football constituée d'immigrés qui a damé le pion à plus d'une équipe nationale.



Aujourd'hui, ils continuent à courir les stades : ils s'appellent Dahleb, Toko, Boubacar, Djadaoui, Krimau, et bien d'autres joueurs encore. Ce sont les plus connus, ils évoluent en championnat de France de division 1 et 2. Leur présence dans ces clubs français attire des centaines, si ce n'est des milliers d'immigrés dans les stades chaque dimanche. A chaque match, ils viennent voir les leurs. Aussi bien sur les terrains que sur les tribunes, la France, multi-ethnique est une réalité.

A l'ombre de ces grands joueurs connus du public, d'autres immigrés anonymes et inconnus s'entraînent et jouent pour le plaisir ou pour une future consécration... A Marseille, à Paris, à Lyon et dans toutes les grandes agglomérations où se concentre l'immigration, de nombreux immigrés se sont constitués en équipes et participent aux championnats de la F.S.G.T. Ils ne peuvent prendre part aux compétitions organisées par la Fédération Française de Football du fait de leur citoyenneté étrangère. Le règlement n'autorise que deux étrangers par club. De même que les boxeurs sont résignés à rester à l'ombre tant qu'ils n'optent pas pour la nationalité française. Les boxeurs immigrés ne peuvent prendre part qu'aux combats de seconde série. Deux champions de France professionnels ont pour nom : Kipiani et Tafer. Ils viennent d'Afrique, mais ils ont une carte d'identité de couleur jaune.

Né à Bejaïa en 1952, Mustapha Dahleb a commencé à jouer au football tout jeune dans un club des Ardennes. A 14 ans, il signe une licence à Sedan où il devient professionnel à l'âge de 17 ans. Deux années plus tard, il rentre en Algérie pour effectuer son service militaire. Il joue au Chabab Riadhi de Belcourt et connaît ses premières sélections dans l'équipe nationale algérienne. Après son service militaire, il revient à Sedan où il finit la saison. En 74-75, il est engagé par le Paris-St Germain, il y est toujours.

**Sans Frontière :** Votre carrière se déroule-t-elle comme vous l'aviez souhaitée ?

**M. Dahleb :** Disons que je n'ai pas eu à me plaindre jusque-là. Cela s'est bien passé pour moi.

**S.F. :** Quels enseignements tirez-vous de votre expérience en Algérie ?

**M.D. :** Toutes les expériences sont enrichissantes. Cela m'a permis de découvrir mon pays et le football algérien. De plus, j'ai eu la chance de jouer en équipe nationale quelques fois.

**S.F. :** Que pensez-vous du football algérien ?

**M.D. :** C'est un football d'un très haut niveau technique, il n'a rien à apprendre des Européens. Mais il lui manque un petit quelque chose.

**S.F. :** Que lui manque-t-il justement pour être au niveau européen ?

**M.D. :** Ce sont les moyens de pouvoir progresser, ça commence par l'encadrement et on finit par les problèmes sociaux. En schématisant à l'extrême.

**S.F. :** Et le football africain ?

**M.D. :** J'évite d'en parler parce que j'ai perdu le cap depuis pas mal d'années. C'est un football qui comme le football algérien a beaucoup de potentialité mais manque de moyens.

**S.F. :** Comment vous accueille-t-on en Algérie ? Dans la sélection par exemple ?

**M.D. :** Une sélection, c'est toujours un honneur et on m'accueille assez bien, dieu merci ! On m'accueille comme un Algérien avant tout.

**S.F. :** Pas en tant que Dahleb ?

**M.D. :** Il y a ça aussi, mais je pense qu'on m'accueille comme Algérien et non pas seulement comme le joueur professionnel.

**S.F. :** Il y a tout de même 6000 personnes qui sont venues vous attendre à l'aéroport Houari Boumediène à Alger, lors de votre dernier passage.

**M.D. :** Oui effectivement, mais il faut resituer ça dans

son contexte. C'était exceptionnel, on jouait les éliminatoires pour la Coupe du Monde. Et il faut s'imaginer un peu ce que cela représente.

**S.F. :** Beaucoup d'immigrés viennent au Parc des Princes vous voir, comment ressentez-vous leur présence ?

**M.D. :** C'est vrai qu'ils sont nombreux. Cela me fait plaisir de savoir qu'il y a beaucoup de mes compatriotes dans les tribunes. Mais il faut toujours se dire qu'en tant que professionnel, il faut faire de son mieux. De toute façon, c'est très stimulant.

**S.F. :** Quels conseils donneriez-vous à un jeune immigré qui fait du foot ?

**M.D. :** Des conseils... Comme on dit les conseillers sont les payeurs. Mais quand on aime un sport et qu'on a des qualités, on peut espérer faire quelque chose. Mais cela se rapporte à tout dans la vie.

**S.F. :** A votre fils, conseilleriez-vous de faire du football ?

**M.D. :** Mon fils fera ce qu'il lui plaît. D'ailleurs les jeunes maintenant cherchent à vivre leur vie. Je ne chercherais pas à diriger mon fils vers telle ou telle discipline sportive. Il fera ce qu'il veut même de la boxe. Moi, j'ai voulu faire du football, personne ne m'en a empêché.

**S.F. :** Vous sentez-vous footballeur étranger ou immigré ?

**M.D. :** Disons que je me sens surtout immigré mais je ne suis au fond qu'un footballeur tout simplement. Quand on est sur un terrain je ne regarde pas si en face de moi il y a un Italien, un Espagnol ou autre.

**S.F. :** Avez-vous eu affaire au racisme dans le sport ?

**M.D. :** Je n'ai pas vraiment souffert de ce problème. A part quand j'étais gosse... Mais dans l'élite, je peux vous dire qu'avec les autres joueurs, je n'ai eu que de bons rapports.

**S.F. :** Est-ce le signe de votre situation privilégiée ?

**M.D. :** C'est sûr, je n'ai

pas à faire face aux problèmes coutumiers. Et je ne dis pas pour autant que le racisme n'existe pas.

**S.F. :** Quels sont vos projets immédiats ?

**M.D. :** Je suis en fin de contrat avec le Paris St-Germain, libre au mois de juin, j'étudierais toutes les propositions.

**S.F. :** Et après votre carrière de joueur ?

**M.D. :** J'aimerais bien me consacrer à la formation des jeunes. C'est un métier, et un rôle très intéressant.

**S.F. :** En France ou en Algérie ?

**M.D. :** En France ou peut-être... en Algérie.

**S.F. :** Le retour au pays, vous y pensez souvent ?

**M.D. :** Je pense qu'un jour ou l'autre, je retrouverai au pays. Je pense qu'après de longues années à l'étranger, il y aura quelques problèmes d'adaptation. Le plus important, c'est de réussir à se resituer par rapport au pays et aux autres.

**S.F. :** C'est un peu le problème de tous les travailleurs immigrés sur la question du retour.

**M.D. :** A mon avis, il y a deux problèmes qui sont une sorte d'obstacles au retour : le travail bien sûr, et le logement. Pour ceux qui l'envisagent.

**S.F. :** Votre sentiment sur les accords franco-algériens ?

**M.D. :** Je me sens effectivement concerné par ces accords, et en général par la politique de mon pays, surtout dans ce domaine, car je vis sous le régime de l'immigration, même si je suis privilégié. Je suis de très près ce qui se passe chez nous.

**S.F. :** Ces accords défavorisent-ils les immigrés algériens ?

**M.D. :** S'ils arrivent à se resituer en Algérie, ce n'est pas un désavantage, vu tous les problèmes qu'ils ont ici. Certes pour leurs enfants, cela ne sera pas facile du tout, mais ce n'est pas facile de vivre en France. Alors, je me dis des fois, problème pour problème, ne vaut-il pas mieux les affronter dans son propre pays.

**S.F. :** Justement, il y en a qui sont repartis, et ce fut un échec...

**M.D. :** Je connais des amis qui sont rentrés, et cela s'est très bien passé. Seulement, il ne faut pas partir à l'abordage. La réinsertion se prépare, il ne suffit pas de faire ses bagages et de rentrer.

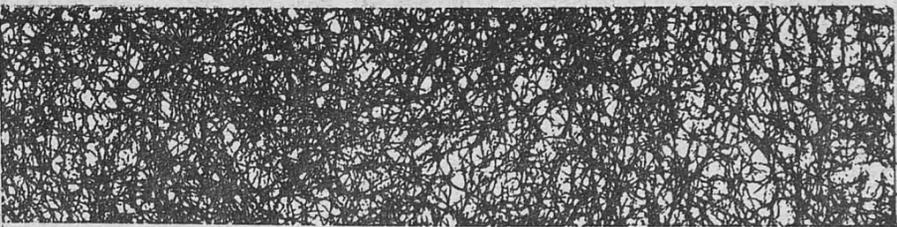
**S.F. :** Dernière question, un message à la communauté immigrée ?

**M.D. :** Comme les fêtes de fin d'année approchent, je leur transmet tous mes vœux de bonne année...

**S.F. :** C'est vrai que cette année pour les immigrés était un peu dure...

Propos recueillis par Mustapha Saad et Hadj Akli





# AGENDA

## PARIS

21 novembre au 31 décembre *Augusto Boal et le théâtre de l'opprimé* présentent en alternance deux spectacles : « Comme d'habitude » et « l'anniversaire de la mère » du mardi au samedi 20H30, dimanche à 16H place : 35F, 25F. Du 6 au 7 décembre, week-end « le théâtre de l'opprimé et l'intervention sociale ». 13-14 décembre : « le théâtre de l'opprimé et l'individu ».

**Théâtre Noir**, 20 rue des Cendriers, 75020. Décembre : *Mois de la bande dessinée*, contes pour enfants et pour adultes ; musique, théâtre, projection cinéma, contes musicaux ; pour plus de renseignements, tél. : 707.85.14.

**Centre Culturel Latino-américain**, 6 rue des fossés St-Marcel, jusqu'au 10 janvier, exposition vente d'artisanat d'Amérique du Sud ; tissage et bois, sculpture du Pérou, objets de cuir et de la vannerie de Colombie, chapeaux de Panama, animaux en bois d'Equateur, des objets en terre cuite, etc.

**Galerie Un Moment de Plus**, 1 rue de Varenne du 12 novembre au 12 décembre, illustrations pour contes créoles par *David Kuh RT*.

**Au Centre Culturel Egyptien**, 111 Bd St-Michel, du 19 novembre au 25 décembre, exposition des céramiques de *Mohle el Dine Hussein*. Du 11 au 21 décembre, exposition de *Ali*

*Dessouki*, l'Egypte vue par le batik.

### Afrique ouverte au monde.

**Musiques au Forum** les 3,4,5 et 6 décembre de 20H à 22h (Théâtre Petit Forum, 15 rue de l'Equerre d'Argent, Niveau 3, Porte Rambuteau, Forum des Halles, 75001 Paris. Prix des places : 40 et 30F).

Mercredi 3 : Ndaba Kouyate et Sanou Sakiliba (kora et chants), Alpha Konate (balafon) et deux musiciens, Papis et Abou Badji ; Lamine Konte (kora et guitare).

Jeudi 4 : Geoffrey Oryema (sanza) ; Francis Bebey (guitare ; Martin Saint-Pierre (percussions).

Vendredi 5 : Henri Guedon et deux musiciens, Juan Marquez et Marie-Jo Praget ; Kominikation : Michel Alibo (basse), Bibi Louison (piano), Jean-Claude Montredon (batterie) et Adolf Winkler (trombone).

Samedi 6 : Charles Ewanje (guitare) ; Kapia (guitare et chants), accompagné par Bovici ; Bonga et deux musiciens, Sebastian Rocha et Joan Masca (guitare).

**Théâtre et danses à l'Artistic Athevains** les 9,10, 11, 12 et 13 à 20h30, le 14 à 17H (45bis rue Richard-Lenoir, 75011 Paris M<sup>o</sup> Voltaire, prix des places : 45F, 35F, 25F et abonnements trois spectacles : 50F).

Mardi 9 : « Conscience de Tracteur », Lecture spectacle du texte de Sony Lab'ou Tansi.

Mercredi 10 : Elsa Wolliaaston dans *Rituel II* (1ère partie), et dans *Ouverture* (2ème partie).

Vendredi 12 : Elsa Wolliaaston dans *Fusion* (1ère partie) ; Traffic Dance, « Hesitation corri-

dor » (2ème partie), danseurs : *Gérald Gracchus et Edwige Wood*.

Samedi 13 : Hideyuki Yano et Elsa Wolliaaston dans *Rivière Sumida/Folie*.

Dimanche 14 : Ballet-théâtre *Kodia* (Jean Loulendo) ; *Mamadou Doucouira* ; à la découverte des danses traditionnelles d'Afrique Centrale et de l'Ouest

Renseignements : A.D.E.A.C. Tél. : 544.50.40.

Locations : Théâtres : Athevains (tél. : 272.26.77), Forum (tél. 297.53.39) et les trois FNAC.

**Théâtre 18** : 16 rue Georgette 75018 Paris, du 16 déc. au 25 janvier.

**Frankenstein** : un délire de voix de corps d'images et d'illusions. L'horreur et le sang seront présents au rendez-vous du rêve et de la magie.

## BANLIEUE

**EVELYNES**. Du 6 au 13 décembre au *Foyer Frédéric Chopin*, le groupe *Khamsa*, mercredi 10 décembre : atelier pour enfants à partir de 9 ans : **la calligraphie arabe**. Samedi 13 décembre à 15 heures : *trio Fauzi al aiedy*, concert. Du 6 au 13 décembre, expo : **recherche calligraphique de Hassan Massoudy**

**DAMMARIE LES LYS**. Dimanche 14 décembre *Trio Fauzi al aiedy* à 14H30 et 17H, *les provinces du Portugal* (groupe folk). Du 9 au 14 décembre au *Château Soubiran*, expo : *image populaire en terre d'Islam*.

## PROVINCE

Le numéro 49 de la revue « La tribune d'Orléans » vient de paraître. Plusieurs articles intéressants et surtout un dossier social sur les grandes luttes qu'a connu Orléans : « Les sans papiers turcs, les saisonniers marocains et l'occupation de l'usine Brill par des femmes. Prix du numéro 5F en kiosque.

**Le Maghreb dans la presse française** : revue de presse faite par le centre de documentation et d'information sur le Maghreb en collaboration avec le CLAP. Ce numéro vous pouvez vous le procurer en écrivant au CEDIM, 9 rue de la Rotonde 13001 Marseille.

**BORDEAUX**. Le 13 décembre « *Huit Heures contre le Racisme* » au temple rue Notre-Dame, débats avec des juristes du S.M., un représentant du journal *Sans Frontière...* sur le racisme, les problèmes juridiques, les expulsions, la seconde génération... Animation musicale, théâtrale, bouffe, crèche assurée.

**NANTES**. Festival des trois continents du 2 au 9 décembre. Ouverture du festival le mardi 2 à l'Olympia : Court métrage sur les coptes (chrétiens égyptiens). Le porteur d'eau est mort (Abou Seif, Egypte). V.O. S.T. français 1977.

- Sélection officielle à l'Olympia
- Compétition
  - Les sauterelles (Sri Lanka), V.O. sous-titré anglais.
  - La lune et le soleil (Indonésie) V.O. S.T. anglais.
  - Chafika et Metwalhi (Egypte) V.O. S.T. français.
  - Recherche (Iran) V.O. S.T.
  - Sur les terres fertiles (Turquie) V.O. S.T. français.
  - L'exilée (Niger) V.O. S.T. français.
  - La chapelle (Congo Brazza) V.O. S.T. français.
  - Enchanté ! (Brésil) V.O. S.T. français.
  - Estappan (Inde du Sud) V.O. S.T. français.
  - Fragments, un reste d'images (Syrie) V.O. S.T. français.
  - La maison inquiétante (Bangladesh) V.O. S.T. français.
- Cinéma direct à l'Olympia :  
- L'utopie en marche (Liban -

- sur l'Iran) S.T. français.
- Fitapos (Madagascar) S.T. français.
- Paysans (Colombie).
- Hors des jours étrangers (Martinique).
- Tempo mumuila (Angola).
- Hors compétition (Information) au Versailles.
- C'était un rêve (Philippines).
- Adja-tio (Côte d'Ivoire).
- Filles (Sri-Lanka).
- Les noces de Zein (Koweït/Soudan) 77 S.T. français.
- Al Akmar (Egypte).
- Portrait de Teresa (Cuba).
- La reine de la radio (Brésil).
- Aziza (Tunisie).

- Retrospective Nelson Pereira dos Santos (Brésil) au Katorza.
- Vidar secas (Sécheresse) V.O. S.T. français (1963).
- Fom di amor (Faim d'amour) S.T. anglais (1968).
- Azylo muito S.T. anglais (1970).
- Como era bom meu frances (qu'il était bon mon petit Français) V.O. S.T. français (1970).
- Qui em beta (pas de violence entre nous) V.O. S.T. français (1972).
- Tenda dos milagres (la boutique des miracles) V.O. S.T.F. (1977).
- Estrada da vida (1980).
- Amuleta de ogum (1974).
- Oboca de Ouro (Bouche d'Or) (1962).
- Rio 40° (1955).
- Panorama du sud de l'Inde au Colisée (1971-1980).
- Gahana (L'éclipse) (Karnataka).
- Samskara (Karnataka).
- Kaadu (La forêt) (Karnataka).
- Chomanadudi (Les tambours de Choma) (Karnataka).

## Dérive

Le Comité de Solidarité avec le Peuple de El Salvador, le Collectif Guatémala et le Comité de Solidarité avec le Nicaragua lancent une campagne commune d'action et d'information. Une semaine de sensibilisation aux problèmes actuels du Salvador et de l'Amérique Centrale, en sera le premier temps fort. D'ores et déjà sont prévus :

- la diffusion d'un journal de 8 pages sur l'Amérique Centrale.
- une conférence de presse
- plusieurs manifestations de solidarité dans la région parisienne et dans les entreprises et des actions conjointes en province.
- un meeting de solidarité avec

projection de films à Paris.

Nous vous demandons donc de participer et de soutenir cette campagne (participation à la conférence de presse, aide matérielle, information de vos militants, diffusion du matériel de la campagne, participation au meeting, etc...). Nous vous invitons à la réunion de coordination qui aura lieu le : **jeudi 4 décembre à 19H30, Bourse du Travail de Montreuil** (4ème étage, local Nicaragua). Esplanade Benoît Frachon, 93100 Montreuil.

**L'ASSOCIATION des travailleurs de Turquie** s'est installée dans ses locaux au 19 rue de l'échiquier, 75010, tél. : 523.48.08... elle mettra à la disposition de ses membres ce lieu de rencontre, d'activités culturelles, apprentissage de la langue turque, aide pour la recherche de logement.

**Amnesty International** a une nouvelle adresse : 18 rue Théodore Deck, 75015 Paris, tél. : 557.65.65. M<sup>o</sup> Convention ou Boucaicut.

**Echange et Promotion**, 4 place St-Roch, 42100 St Etienne. vous propose des interventions ponctuelles de deux heures sur les sujets suivants : origines de l'immigration en France, crise d'identité chez les jeunes immigrés, structure de la famille maghrébine. Pour tout renseignements, tél. : 25.18.94 ou par courrier.

**APPEL URGENT POUR LE PEUPLE IRANIEN**. Dons en espèces : bank melli 0203349, 43 rue Montaigne, 75008 Paris. Dons en nature par le comité de l'aide médicale à l'Iran, D<sup>r</sup> Mirmirani, 285 rue St-Jacques, 75005 Paris.

**Collectif d'information et d'action culturelle** organise des cours de kabyle, d'arabe moderne et de musique algérienne les mardi, jeudi et vendredi. Pour tous renseignements : Claude, 3 rue Diderot, 69001 Lyon, tél. : 828.47.89.

**IMMIGRATION**, bulletin actual/cimade. Au sommaire : le retour des immigrés, l'immigration algérienne c'est fini, accords franco-algériens.

**MIGRATIONS ET PASTORALE**. Sommaire : pour les enfants portugais, accords franco-algériens, circulaire Stoléro, expulsions.

**L'IMMIGRE**, journal des immigrés de la J.O.C. Au sommaire : dossier « jeune immigré, qui es-tu dans ta ville ? » info magazine immigration des pays et des groupes de la J.O.C.

# Petites annonces

Deux jeunes filles de 19 ans, pauvres, cherchent correspondant(e) londonien(ne) pour les héberger du 23 décembre au 4 janvier, moyennant faibles participations aux frais. A vous les philanthropes, merci d'avance. Boukhifa Djemila, 997.48.49.

15 décembre un mois à travers l'Algérie, le Niger, la Haute-Volta, le Togo en véhicule tout-terrain. Retour avion participation. Tél. : 655.85.06.

Vers l'Afrique proposons plusieurs places dans Ford Transit Afrique Noire via Espagne, Maroc, Sud Algérie. Participation aux frais. Tél. : 543.57.32.

Noël au soleil, nous partons en voiture à travers le Sahara algérien avant les grands froids partant de Paris, nous pouvons vous emmener jusqu'au Bénin en passant par l'Algérie ou le Maroc, Niger, Mali, Bénin pour moins cher, il

ya deux voitures préparées avec musique et tout, départ imminent, nous sommes prêts. Tél. le matin 10H ou le soir au 532.34.72 ou 604.18.09.

**Traverse l'Algérie**, plusieurs places dans Bedford de Bordeaux à la frontière marocaine ou algérienne. Participation aux frais départ le 19 décembre, retour le 4 janvier. Tél. : Jean-Luc (56) 56.06.32. Heures de repas (uniquement).

**Jeune Algérien**, âgé de 20 ans, désire correspondre avec garçons ou filles de 16 à 18 ans immigrés(ées) pour échange opinions, idées. Ecrire à M. Messaoudi Kamel, Siège de la Wilaya, B.C.R.A., Béjaïa (Algérie).

**Jeune étudiant**, âgé de 17 ans, souhaite correspondre avec des immigrés(ées) âgés de 14 à 18 ans aimant la nature, les voyages, le sport, la danse et la musique, en vue de lier une amitié durable. Ecrire à

**Toi le faible qui m'a piqué ma veste** au Concert de Nass el Ghiwane, tu pourrais peut-être me le redonner si je te dis que je n'ai rien d'autre à me mettre et pas d'argent. Tu peux utiliser à ma santé ce qu'il y avait dans les poches. Merci Talha Hamed, 11 rue Angélique Compoint, 75018 Paris.

**M. Aoudji Said Ben El am**, né le 14/07/1957 à Sarrebourg (Allemagne) a quitté son domicile 16 rue Henri Matisse à Montbéliard. ZUP 25200 depuis 1978. Depuis, il n'a donné aucun signe de vie. Pour tous renseignements, s'adresser à l'Amicale des Algériens en Europe, 3 avenue des Alliés à Montbéliard.

**Melle Boubaya Bussières**, demeurant 70190 Rioz, aimerait avoir des nouvelles de Mme Attar Kheira qui a été transférée à l'hôpital de Cap Falcon, commune de Mers el Kébir, lors du séisme d'El As-

de Béjaïa (Algérie). **Jeune Algérien de 21 ans** désire correspondre avec jeunes gens ou jeunes filles âgées de 14 à 20 ans pour lier amitié, aimant la musique et le sport. Ecrire à M. Zidoune Abdelkader, 9 rue Laure, Béjaïa (Algérie).

**Jeune Algérien** âgé de 22 ans désire correspondre avec jeunes gens et jeunes filles émigrés(ées) aimant les voyages, la musique, la nature pour échange idées, cartes postales et timbres. Ecrire à M. Daret Dillali, Lycée mixte de Sidi Ali, Wilaya de Mostaganem (Algérie).

**Je suis Brésilien** et je donne cours de portugais à domicile ou alors chez moi. 250F par mois. Cacao, tél. : 545.39.10.

**Cours de français** pour étranger individuellement ou par petits groupes pour tous niveaux. Prix à fixer ensemble. Tél. : 354.51.10.

Kzchbi Nassim, Hôpital Régional de Béjaïa.

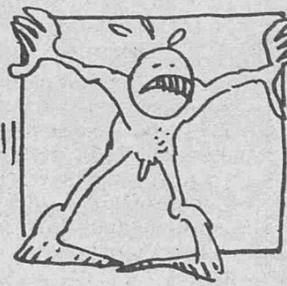
**Jeune Algérien**, âgé de 21 ans, désire correspondre avec une jeune fille émigrée ou française aimant la musique, aventure, sport et football. Ecrire à M. Sadoudi Redouane, Poste de Tizi N'Berbar par Aokas, Wilaya de Béjaïa (Algérie).

**Jeune Algérien**, âgé de 21 ans, désire correspondre avec une jeune fille émigrée ou française aimant la musique, aventure, sport et football. Ecrire à M. Sadoudi Redouane, Poste de Tizi N'Berbar par Aokas, Wilaya de Béjaïa (Algérie).

**Jeune Algérien**, âgé de 19 ans, désire correspondre avec jeune fille émigrée ou française âgée de 15 à 20 ans aimant la musique, le sport, collection de timbres et cartes postales. Ecrire à M. Senoune Zahir, Café de l'Avenir, Aokas, Wilaya

nam, ainsi que de sa famille qui habitait Cité des Vergers F 247 à El Asnam.

**M. Belaid Djillali Ould Abdelkader**, demeurant rue de la Gare n<sup>o</sup> C/27, Ain Fezza, Wilaya de Tlemcen (Algérie) désire renouer contact avec ses parents Balebgh Taounza Bent Abdelkader Ould Habib et de Ben Abdelmoula Fatma Bent Larbi, née Chouly, commune de Ain Fezza, Wilaya de Tlemcen.



## Libre opinion

Par Antoine Spire

# Communisme et anti-racisme

Ivry... Municipalité communiste depuis 1920... Vieille tradition ouvrière et réelle solidarité internationaliste des communistes pendant des années. Une forte proportion de travailleurs immigrés habite donc Ivry en 1980, les uns installés depuis très longtemps les autres venus récemment — familles enfin réunies — ou plus encore parce qu'ils n'ont pas trouvé de refuge ailleurs. Je peux témoigner de ce que la lutte anti-raciste des communistes n'est que slogan : il y a moins de cinq ans, à Ivry port, le PCF avait pris l'initiative d'une fête permettant à chaque communauté nationale d'exprimer son identité culturelle. Maliens, espagnols, portugais, algériens, marocains, avaient les uns comme les autres monté des spectacles, proposé leurs spécialités gastronomiques, exprimant avec dynamisme leur culture nationale. En 1975, la municipalité d'Ivry organise un référendum pour soutenir des demandes de crédit auprès des pouvoirs d'Etat. Pour la première fois, les immigrés sont appelés à voter, et ils le font massivement... à Ivry !

Bien sûr, tout n'était pas rose. Les efforts d'alphabétisation du PCF et de la municipalité étaient insuffisants et ceux entrepris par des associations style ASTI peu encouragés sinon entravés. On se méfie souvent au PCF des initiatives prises par d'autres. Mais on disait depuis longtemps dans les rangs communistes qu'il y avait une base objective au racisme, et que s'il fallait le combattre, il fallait aussi lutter contre la politique systématique du pouvoir et du patronat visant à faire venir quasiment dans les seules municipalités communistes, les immigrés. On ajoutait même que l'adversaire de classe contribuait à développer l'opposition entre travailleurs français et travailleurs immigrés et que tout devait être fait pour unir les victimes d'une politique aussi insupportable pour les Français que pour les immigrés. Pourtant, fin 77, quelques semaines après le

processus de rupture de l'union de la gauche, une discussion assez vive se déroule au sein du PCF autour de la notion de « seuil de tolérance ». N'y a-t-il pas un point de déséquilibre atteint, là où se constituent dans certains quartiers des ghettos d'immigrés? Le PCF avait rejeté cette notion, tout en attirant l'attention sur l'importance d'une plus juste répartition des immigrés, non seulement dans toute la banlieue, mais encore à l'intérieur d'une même ville. Ivry centre rénové, est aujourd'hui un quartier qui contraste brutalement avec Ivry Port (37% d'immigrés) ou le quartier Mirabeau (27% d'immigrés).

C'est le 24 octobre 1980 que le bureau de section du parti communiste d'Ivry appelle publiquement à la « lutte contre la concentration de l'immigration à Ivry en réclamant une meilleure répartition de celle-ci dans le département. « C'est trop ! C'est mauvais pour les Français et pour les immigrés ». « Nous exigeons qu'ils (le préfet et le patronat) cessent d'attribuer ces logements à des immigrés et que la commune ait la maîtrise de l'attribution des HLM. S'il le faut nous appellerons à l'occupation des logements pour y reloger des mal logés ivryens. La concentration de l'immigration à Ivry fait peser sur la commune et la population une lourde charge ».

Bien sûr, les municipalités de droite, l'Etat et le patronat ne font rien pour que les immigrés viennent habiter à Neuilly comme à Ivry. Mais cela justifie-t-il une telle déclaration? Non ! Constatons d'abord que l'immigration n'augmente pas en France et que tous les chiffres attestent au contraire d'un certain recul du phénomène. Difficile de savoir ce qu'il en est à Ivry où les chiffres avancés sont souvent confus et contradictoires. Cependant depuis dix ans, ils sont incontestablement en augmentation. Forte natalité de l'immigration, mais de nouveaux immigrés aussi, des familles réunies, des transferts de population et la poursuite d'une immigration clandestine qu'organisent quelques marchands de chair humaine. Le PCF s'oppose à toute nouvelle immigration. Certes, l'immigration est toujours un drame pour celui qui quitte un pays, une famille, des traditions, une culture. Mais parfois, les conditions économiques et politiques de certains pays du tiers monde l'imposent. Qu'il faille réglementer l'immigration, c'est évident. Encore faudrait-il qu'on y associe les représentants démocratiquement désignés de tous les partis politiques et surtout les différents immigrations.

Mais pour ce qui est de ceux qui sont en France, n'est-ce pas la vocation d'un parti ouvrier révolutionnaire que

— de lutter pour des emplois pour eux comme pour les autres.

— de lutter pour des logements décents pour eux comme pour les autres.

— de lutter pour une école qui prenne en compte la diversité des cultures comme point de départ d'une formation adaptée à tous

— de lutter pour que chacun puisse exprimer son identité culturelle dans la ville, enrichissant ainsi la communauté municipale.

Au lieu de cela, la déclaration du PCF d'Ivry accrédite l'idée que les immigrés ne seraient pas des ivryens à part entière. Comme le dit le MRAP

d'Ivry : « Par leurs impôts personnels, par les versements que font les entreprises qui, dans la ville occupent la main d'œuvre étrangère dans des tâches souvent pénibles et mal payées, les immigrés apportent, comme les autres, leur contribution aux finances locales. Considérer « en bloc » la population ivryenne immigrée est contraire à la vérité. Les immigrés ivryens ne sont-ils pas, trop souvent des mal logés ivryens ? Pourquoi refuserait-on à une famille immigrée à Ivry depuis des années le logement social demandé ? Pourquoi faire entrer en ligne de compte la nationalité pour décider de l'attribution ? Le langage de la direction communiste d'Ivry flatte en période électorale un racisme latent chez une catégorie de citoyens qui éprouvent quelques difficultés à prendre la mesure d'habitudes, de cultures, de pratiques, différentes des leurs. Effectuant souvent des travaux comme OS, les immigrés d'Ivry sont nettoyeurs du métro parisien, ouvriers chez Copélat, poseurs de rails ou employés sur les chantiers. Eux et leurs familles ont droit à un logement décent. Bien plus, dans une période de crise sociale où les germes de violence ont tendance à se développer il ne faudrait pas que les immigrés deviennent les boucs émissaires tenus pour responsables des carences du pouvoir en matière d'emploi, de logement, ou d'investissements sociaux. Non seulement la prise en compte de la diversité des cultures permettrait à chaque communauté — y compris l'Ivryenne de souche — d'affirmer son identité, mais encore d'enrichir le patrimoine social commun.

Enfin, il faut dire un mot des solutions politiques du problème de l'immigration. D'une certaine façon, l'immigration est un échec, une rupture, une brisure dans la biographie de ceux qui en sont les victimes. Le retour au pays ne peut en aucun cas être imposé comme la solution car la Malvie si bien racontée par Daniel Karlin (1) et Tony Lainé, c'est l'écartèlement de l'immigré entre la France et sa patrie d'origine, un dédoublement de personnalité, une blessure au plus profond de lui-même. Marqué de deux cultures, l'immigré s'il se sent citoyen de son pays d'origine se considère aussi d'une certaine façon comme français. Autant dire que l'accueil la solidarité et surtout l'action commune français-immigrés sont des impératifs pour tout révolutionnaire. Le PCF ne devrait pas l'oublier !

Antoine SPIRE  
Professeur à l'université de Hte Bretagne et militant du PCF.

(1) Daniel Karlin, Tony Lainé, Editions Sociales.



Photo DR

## Les réactions aux déclarations communistes

### La FASTI

La Fasti, dans le cadre des travaux de préparation de son congrès en juin prochain, se préoccupe des formes que doit prendre la lutte pour le droit au logement des immigrés spécialement dans les agglomérations.

La Fasti s'est déjà déterminée dans le passé pour le droit aux immigrés d'avoir un logement décent au lieu d'être parqués dans les cités de transit ghettos ou des foyers-casernes sans le statut de locataires. Elle dénonce la politique gouvernementale désastreuse qui encourage la spéculation immobilière, et la restructuration des entreprises ; elle dénonce le refus du gouvernement et du patronat de payer le coût social de la main d'œuvre qu'ils exploitent. C'est cette politique qui amène les décisions de construire des cités et des foyers plutôt que des logements sociaux bien adaptés. De même cette politique entraîne la décision de l'espace urbain notamment en zones résidentielles pour riches, et en zones industrielles et pour les plus défavorisés.

C'est pourquoi la Fasti et les Asti de la région parisienne travaillent pour dégager des propositions d'actions concrètes pour l'obtention de logements pour tous les travailleurs.

La Fasti est d'avis que les difficultés de cohabitation ne sont pas imputables à une proportion fatidique d'immigrés, mais aux conditions matérielles telles que les mauvaises constructions, l'absence d'infrastructures sociales et culturelles le surpeuplement etc... La réduction des tensions passe par l'amélioration des conditions de vie et non par l'expulsion des familles immigrées.

Pour faire avancer la réflexion, et faire prendre en compte ces positions, la Fasti poursuit actuellement ses contacts avec le PC et le PS.

### Le GISTI

Le Gisti découvre avec stupeur les déclarations de certaines municipalités communistes concernant le nombre excessif d'immigrés dans la population des villes ouvrières.

A quoi tendent de telles prises de position ?

Tout de même pas à flatter une forme latente de xénophobie parmi les travailleurs ? Ni à réduire le plus possible la part de la population qui ne peut intervenir dans les opérations électorales ? Alors, dans quel but ?

Le GISTI s'associe volontiers à la dénonciation de la politique du logement que mènent les pouvoirs publics : abandon des programmes de logement social, habitat ségrégué séparant les zones résidentielles et les zones surpeuplées où sont parqués les travailleurs et leurs familles, projet de loi d'Ornano visant à mettre sous contrôle des catégories de population marginalisées (jeunes travailleurs, handicapés, immigrés, personnes âgées...). Mais il faut rappeler aux élus communistes qu'il s'agit là, à l'évidence, non pas d'un conflit entre nationalités diverses (et à plus forte raison entre « races »), mais d'un conflit de classes, dont les immigrés n'ont pas à faire les frais, parce qu'ils en sont partie prenante au même titre que les travailleurs français.